



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 MARS, 1897.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

997

#### Proclamations

Canada, Province de Québec. } J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner.—SALUT.

#### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement.

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de Nos Brefs d'élection, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th MARCH, 1897.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

998

#### Proclamations

Canada, Province of Québec. } J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

**W**HEREAS We are desirous and resolved as soon as may be, to meet Our people of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament :

NOW KNOW YE, We do make known Our Royal will and pleasure, to call the Legislature of Our said Province, and do further declare that, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Our Writs in due form for calling the Legislative Assembly of Our said Province, which Writs are to bear date of the SIXTH day of

Brefs d'élection seront en date du SIXIEME jour de MARS prochain, et rapportables le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, les présentations des candidats aux différentes élections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le QUATRIEME jour du mois de MAI prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'élection pour le District Electoral de GASPE, et pour le District Electoral de CHICOUTIMI ET SAGUENAY, lesquels Brefs d'élection seront rapportables le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'élection sera rapportable le TRENTIEME jour de JUILLET prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1021-2

Canada,  
Province de  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, VENDREDI, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1023-2

2

MARCH next, and to be returnable on the THIRTY-FIRST day of MAY next, the nomination of the candidates at the different Elections in all the Electoral Districts of the Province shall take place and be held the FOURTH day of MAY next, except, however, our Writs for the Electoral District of GASPE, and for the Electoral District of CHICOUTIMI AND SAGUENAY, which Writs will be returnable on the THIRTY-FIRST day of MAY next, and for the Electoral District of MAGDALEN ISLANDS, which Writ will be returnable on the THIRTIETH day of JULY next.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixtieth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1022

Canada,  
Province of  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

KNOW YE, We, being desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our People of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament, do hereby, by and with the advice of Our Executive Council of Our said Province, summon and call together the Legislative Assembly of Our said Province, to meet at Our City of Quebec, in Our said Province, on FRIDAY, the FOURTH day of JUNE next, then and there to have conference and treaty with the great men and Legislative Council of Our said Province.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixtieth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1024

## Avis du Gouvernement

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6487.

Loranger.

Lot 23, du 3<sup>e</sup> rang, à Jos. L. de Bellefeuille.  
Lots 24 et 25, du 3<sup>e</sup> rang, à Chs. L. de Bellefeuille.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 11 mars 1897.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6488.

Hincks.

Lots 18 et 19, du 2<sup>e</sup> rang, à James Robertson, et transportés à Hebron Harris.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 16 mars 1897.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Jersey.

(2<sup>e</sup> rang.)

½ S. E. du lot 33, à Leger Roy.

½ N. O. du lot 33, à Aug. Roy.

(4<sup>e</sup> rang.)

Lot 34, à P. Poulin.

Lot 35, à David Lapointe.

Lot 36, à Jos. Roy.

Lot 38, à Jean Maheu.

Canton Taillon.

(Rang A.)

½ S. E. du lot 3, à Dav. Dufour.

½ N. O. du lot 3, à Dme Zelia Dufour.

Canton Cosypscull.

Lot 34, du 1<sup>er</sup> rang, à Jos. Pelletier.

Canton Cartier.

(4<sup>e</sup> rang.)

Lot 16, à Daniel Codère.

Lot 17, à Oct. Picard.

Canton Adstock.

½ S. E. du lot 17, du 12<sup>e</sup> rang, à Ths. Gilbert.

Canton Normandin.

Lots 13 et 14 du rang nord, à Alph. Dionne.

Lot 57 du 8<sup>e</sup> rang, à Jos. Bergeron.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 20 mars 1897.

1189

## Government Notices

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6487.

Loranger.

Lot 23, in the 3<sup>rd</sup> range, to Jos. L. de Bellefeuille.  
Lots 24 and 25, in the 3<sup>rd</sup> range, to Chs. L. de Bellefeuille.

E. E. TACHE,  
Assistant commissioner.

Department of Lands,  
Forest and Fisheries.  
Quebec, 11th March, 1897.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forest and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6488.

Hincks.

Lots 18 and 19, in the 2<sup>nd</sup> range, to James Robertson, and assigned to Hebron Harris.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 16th March, 1897.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Jersey.

(2<sup>nd</sup> range)

S. E. ½ of lot 33, to Leger Roy.

N. W. ½ of lot 33, to Aug. Roy.

(4<sup>th</sup> range.)

Lot 34, to P. Poulin.

Lot 35, to David Lapointe.

Lot 36, to Jos. Roy.

Lot 38, to Jean Maheu.

Township Taillon.

(Range A.)

S. E. ½ of lot 3, to Dav. Dufour.

N. W. ½ of lot 3, to Dme Zelia Dufour.

Township Casypscull.

Lot 34, of 1<sup>st</sup> range, to Jos. Pelletier.

Township Cartier.

(4<sup>th</sup> range.)

Lot 16, to Daniel Codère.

Lot 17, to Oct. Picard.

Township Adstock.

S. E. ½ of lot 17, of 12<sup>th</sup> range, to Ths. Gilbert.

Township Normandin.

Lots 13 and 14 of north range, to Alph. Dionne.

Lot 57 of 8<sup>th</sup> range, to Jos. Bergeron.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 20th March, 1897.

1190

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 8 mars 1897.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur, par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Maxime, dans le comté de Dorchester, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le dit conseil.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.  
1185

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de MONTMAGNY, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Pierre de la Rivière-du-Sud.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissaire de l'Agriculture.  
Québec, 18 mars 1897. 1245

No 2126-91.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du 11 mars courant, 1897, de détacher de la paroisse de "Portneuf", comté de Portneuf, les lots Nos 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69, du cadastre de la paroisse de "Saint-Basile", dans le dit comté, et les annexer de nouveau (pour les fins scolaires) à la dite paroisse de Saint-Basile.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897). 1241

2825-95.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Eriger en municipalité scolaire, pour les fins catholiques seulement, sous le nom "Saint-Adolphe-de-Marbleton," le village de Marbleton, comté de Wolfe, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du 31 octobre 1895.

Cette érection ne devant prendre effet que le premier de juillet prochain (1897). 1089-2

## PROVINCE DE QUÉBEC.

## Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6486.

Masham.

Lot 48, du 1er rang, à Godfroi Vaillant.  
Lot 49, du 1er rang, à Godfroi Vaillant.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 10 mars 1897.

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 8th March, 1897.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor, by the municipal council of the parish of Saint Maxime, in the county of Dorchester, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made or passed by the said council.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.  
1186

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of MONTMAGNY, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Pierre de la Rivière du Sud.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissioner of Agriculture.  
Québec, 18th March, 1897. 1246

No. 2126-91.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 11th of March instant, 1897, to detach from the parish of "Portneuf", county of Portneuf, lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 and 69, of the cadastre of the parish of "Saint Basile", in the said county, and re-annex them (for school purposes) to the said parish of Saint Basile.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1897.) 1242

2825-95.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality, for catholic only, under the name of "Saint Adolphe de Marbleton," the village of Marbleton, county of Wolfe, with the limits which are assigned to it by proclamation of the 31st of October, 1895.

This erection to take effect only on the first of July next (1897). 1090

## PROVINCE OF QUEBEC.

## Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6486.

Masham.

Lot 48, in the 1st range, to Godfroi Vaillant.  
Lot 49, in the 1st range, to Godfroi Vaillant.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forest and Fisheries.  
Québec, 10th March, 1897.

## PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Cabano.*  
1er rang.

Lot 23, à H. Fraser.  
Lot 26, à Sév. Paradis.

*Canton Pelletier.*  
6e rang.

Lot 27, à Ls. Cloutier.  
Lots 28, 29, à Arth. Rochette.  
Lots 30, 31, à Ed. Martel.

*Canton Metabetchouan.*

Lot 31, du 2e rang, à Jos. Ouellet.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 13 mars 1897.

1087-2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 mars 1897.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par J. E. Valois, écuyer, notaire public, de la ville de Lachute, district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de Jules Adrien Alphonse Berthelot, écuyer, notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 des statuts refondus de la province de Québec.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

1035-3

## PARLEMENT DU CANADA.

## EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arcades, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Cabano.*  
1st range.

Lot 23, to H. Fraser.  
Lot 26, to Sév. Paradis.

*Township Pelletier.*  
6th range.

Lot 27, to Ls. Cloutier.  
Lots 28, 29, to Arth. Rochette.  
Lots 30, 31, to Ed. Martel.

*Township Metabetchouan.*

Lot 31, of 2nd range, to Jos. Ouellet.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 13th March, 1897.

1088

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 4th March, 1897.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by J. E. Valois, esquire, notary public, of the town of Lachute, district of Terrebonne, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Jules Adrien Alphonse Berthelot, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 of the Revised Statutes of the province of Québec.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

1036

## PARLIAMENT OF CANADA.

## EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Québec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate,

moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent le présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

4506 J.N.O. G. BOURINOT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

#### RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

4507

#### EXTRAIT DES RÉGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

*Resolved*,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

43. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et

at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same ; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

4508 J.N.O. G. BOURINOT,  
Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

4508

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved*,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any com-

tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4509

Greffier des Communes.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

mittee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4510

Clerk of the Commons.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

*Relating to notices for Private Bills.*

53 —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act.—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such

les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraires payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

993

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à

bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

994

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect

des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,  
995 Greffier de l'Assemblée Législative.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bill office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,  
996 Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Wilson, marchand de bois et de charbon, Joseph Patrick, marchand de bois, tous deux de la cité de Montréal, dans la dite province, William Mitchell, de Drummondville, dans la dite province, gérant de chemin de fer, David Mitchell, de Forrestdale, dans la dite province, marchand de bois, et George Allan Wilson, de Montréal susdit, teneur de livres, pour obtenir l'incorporation d'une compagnie en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous le nom de The Wilson Company, dans le but de faire des affaires comme importateurs marchands en gros et en détail et manufacturiers de toute sorte de combustible, bois de construction, bois, et tan. Entreprendre et faire la charpenterie et travaux en rapport avec ceux. Agir comme agents pour autres personnes faisant les mêmes affaires ou analogues. L'achat de tout ou partie des affaires du dit Joseph Wilson.

La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal.

Le fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

Les dits Joseph Wilson, Joseph Patrick, William Mitchell, David Mitchell, et George Allan Wilson, seront les premiers directeurs de la compagnie, et tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,  
Notaires,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 16 mars 1897. 1217

### AVIS

La société entre Edward Brook, de Meltham, en Angleterre, et Archibald Coats, de Paisley, en Ecosse, et John Clark, maintenant décédé, de Paisley susdit, sous le nom et raison de "The Central Agency", jusqu'au décès du dit John Clark, le 11 avril 1894, et depuis cette date entre le dit Edward Brook et Archibald Coats, a été dissoute le et depuis

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given, that within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Wilson, wood and coal merchant, Joseph Patrick, lumber merchant, both of the city of Montreal, in said province, William Mitchell, of Drummondville, in said province, railroad manager, David Mitchell, of Forrestdale, in said province, lumber merchant, and George Allan Wilson, of Montreal aforesaid, book-keeper, for incorporation as a company under the Joint Stock Companies Incorporation Act, under the name of "The Wilson Company", for the purpose of doing business as importers and wholesale and retail merchants and manufacturers of all kinds of fuel, lumber, woods and tan bark. Contracting and doing carpentering and works connected therewith. Acting as agents of others doing the same or analogous business. The purchase of the whole or part of the business of said Joseph Wilson.

The chief place of business shall be in the city of Montreal.

The capital stock shall be one hundred thousand dollars in one thousand shares of one hundred dollars each.

The said Joseph Wilson, Joseph Patrick, William Mitchell, David Mitchell and George Allan Wilson, are to be the first directors of the company and are all resident in Canada and are subjects of Her Majesty.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,  
Notaries,  
For the applicants.  
Montreal, 16th March, 1897. 1218

### NOTICE

The partnership carried on by Edward Brook, of Meltham, in England, and Archibald Coats, of Paisley, in Scotland, and by the now deceased John Clark, of Paisley aforesaid, under the name or style of "The Central Agency", till the decease of the said John Clark, on 11th April, 1894, and since that date by the said Edward Brook and Archibald

le 31e jour de décembre 1896, et les affaires faites ci-devant par la dite société se feront à l'avenir par la compagnie incorporée connue sous le nom de "The Central Agency", en commandite, laquelle percevra toutes les dettes dues et déchargera de toute responsabilité.

EDWARD BROOK,  
ARCHD COATS.

Exécuteurs de John Clark, décédé :  
 { STEWART CLARK,  
 WILLIAM CLARK,  
 JOHN HUTCHISA,  
 FRS MARTIN.  
 Pour THE CENTRAL AGENCY (LTD).  
 E. PHILIPPE,  
 Directeur gérant.  
 1107-2

10 février 1897.

Avis est donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social.

Premièrement.—Le nom de la compagnie sera La compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandé est de fabriquer et vendre le pulpe et le papier.

Troisièmement.—Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la ville de Chicoutimi, province de Québec.

Quatrièmement.—Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille piastres, divisé en cinq cents parts de cent piastres.

Sixièmement.—Les requérants sont Joseph Dominique Guay, journaliste; Marie Emelie Tremblay, rentier, veuve de feu Jean Guay; François-Xavier Gosselin, protonotaire; Louis Guay, cultivateur, tous de Chicoutimi, et Frilez Schilde, manufacturier, de Carthage, Etat de New-York.

Septièmement.—Les premiers directeurs seront Joseph D. Guay, François-Xavier Gosselin et Frilez Schilde.

L. G. BELLEY,  
Procureur des requérants.

1177-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Julie Brunet, épouse commune en biens de Isaac Mitchell, maître-menuisier, du village de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, donne avis que, ce jour, elle a institué en cette cause une action en séparation de biens contre le dit Isaac Mitchell, son mari.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 23 février 1897. 1135-2

*Cour Supérieure—District de Montreal.*

Dame Malvina Blain, des cité et district de Montréal, épouse de Louis Geoffron, commerçant, du même lieu, a, ce jour, après autorisation en justice, institué contre son époux une action en séparation de biens.

DUPUIS & LUSSIER,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 9 mars 1897. 1105-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1888.

Dame Flavie Raymond dit Lajeunesse, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Prévoist, bourgeois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER &  
 ST-GERMAIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 12 février 1897. 1109-2

Coats, has been finally dissolved as on and from 31st December, 1896, and the business heretofore carried on by said partnership will be carried on in future by the incorporated company known as "The Central Agency", limited, which will collect all the outstanding assets and discharge all the liabilities.

EDWARD BROOK,  
ARCHD COATS.

Executors of John Clark, dead :  
 { STEWART CLARK,  
 WILLIAM CLARK,  
 JOHN HUTCHISA,  
 FRS MARTIN.  
 For THE CENTRAL AGENCY (LTD).  
 E. PHILIPPE,  
 Managing director.  
 1108

10th February, 1897.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation under the joint stock companies incorporation act.

Firstly.—The name of the company will be The Chicoutimi Pulp Company.

Secondly.—The object for which incorporation is sought is to make and sell pulp and paper.

Thirdly.—The company's principal place of business will be in the town of Chicoutimi, province of Quebec.

Fourthly.—The capital stock of the company will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

Sixthly.—The petitioners are Joseph Dominique Guay, journalist; Marie Emelie Tremblay, rentier, widow of the late Jean Guay; François-Xavier Gosselin, protonotary; Louis Guay, farmer, all of Chicoutimi, and Frilez Schilde, manufacturer, of Carthage, State of New York.

Seventhly.—The first directors will be Joseph D. Guay, François-Xavier Gosselin and Frilez Schilde.

L. G. BELLEY,  
Attorney for petitioners.  
1178

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Julie Brunet, wife common as to property of Isaac Mitchell, carpenter, of the village of Saint-Joachim of Pointe Claire, district of Montreal, duly authorized to ester in justice, gives notice that, this day, she has taken in this cause an action in separation as to property against the said Isaac Mitchell, her husband.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd February, 1897. 1136

*Superior Court—District of Montreal.*

Dame Malvina Blain, of the city and district of Montreal, wife of Louis Geoffron, trader, of the same place, has, this day, being duly authorized, instituted against her husband an action for separation as to property.

DUPUIS & LUSSIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 9th March, 1897. 1106

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1888.

Dame Flavie Raymond dit Lajeunesse, of the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, wife common as to property of Louis Prévoist, of the same place, and duly authorized by a judge, has taken, this day, an action, before this court, in separation as to property from her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER &  
 ST-GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 12th February, 1897. 1110

District de Montréal. }  
No. 129. } *Cour Supérieure.*  
Dame Odalie Bureau, épouse commune en biens de  
George Bail, de Montréal, Demanderesse ;  
vs.  
George Bail, de Montréal, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
institué contre le défendeur.  
L. P. DUPRÉ,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 19 février 1897. 1073-2

Province de Québec. }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dame Adèle *alias* Adélaïde Guérard, épouse de Elie  
Lachance, du canton de Price, district de Beauce,  
ci-devant marchand de bois, dûment autorisée à  
ester en justice dans une action en séparation de  
biens, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Elie Lachance, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
institué.  
S. THÉBERGE,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 5 mars 1897. 1055-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2179.  
Dame Albina *alias* Malvina Demers, des cité et  
district de Montréal, a institué, ce jour, une action  
en séparation de biens contre son mari, Ferdinand  
Bouchard dit Lavallée, du même lieu.  
SAINT-PIERRE, PELISSIER &  
WILSON,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 mars 1897. 1139-2

District de Beauharnois. }  
No. 259. } *Cour supérieure.*  
Dame Eliza Baillargeon, de la paroisse de Sainte-  
Martine, dit district, épouse commune en biens par  
contrat de mariage de Joseph Edmond Lagüe,  
agent, du même lieu, a, ce jour, institué une action  
en séparation de biens contre son dit époux.  
SEERS & LAURENDEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Beauharnois, 8 mars 1897. 1079-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 2612.  
Dame Fridoline Ducasse, des cité et district de  
Montréal, épouse de Antoine Stanislas Ouellette,  
modèleur, du même lieu, dûment autorisée à ester  
en justice, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Antoine Stanislas Ouellette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée  
en cette cause.  
PICHE & BAZIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 19 mai 1896. 989-3

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
No. 143.  
Dame Elmire Simard, épouse d'Alfred Simard, char-  
ron, du village de Notre-Dame d'Hébertville,  
Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Alfred Simard, Défendeur.  
Avis est par le présent donné qu'une action en  
séparation de corps et de biens a été institué en  
cette cause, le 30 décembre 1896.  
L. A. LANGLAIS,  
Procureur de la demanderesse.  
Chicoutimi, 10 février 1897. 927-3

District of Montreal. }  
No. 129. } *Superior Court.*  
Dame Odalie Bureau, wife *commune en biens* of  
George Bail, of Montreal, Plaintiff ;  
vs.  
George Bail, of Montreal, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted, this day, against defendant.  
L. P. DUPRÉ,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 19th February, 1897. 1074

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
Dame Adèle *alias* Adélaïde Guérard, wife of Elie  
Lachance, of the township Price, district of  
Beauce, heretofore lumber merchant, duly autho-  
rized to sue in separation of property. Plaintiff ;  
vs.  
The said Elie Lachance, Defendant.  
An action for separation of property has been,  
this day, instituted.  
S. THÉBERGE,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 5th March, 1897. 1056

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2179.  
Dame Albina *alias* Malvina Demers, of the city  
and district of Montreal, has, this day, instituted  
an action in separation as to property against her  
husband, Ferdinand Bouchard *dit* Lavallée, of the  
same place.  
SAINT-PIERRE, PELISSIER &  
WILSON,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th March, 1897. 1140

District of Beauharnois. }  
No. 259. } *Superior Court.*  
Dame Eliza Baillargeon, of the parish of Sainte  
Martine, district aforesaid, wife common as to pro-  
perty by contract of marriage of Joseph Edmond  
Lagüe, of the same place, agent, has, this day,  
instituted an action in separation as to property  
against her said husband.  
SEERS & LAURENDEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Beauharnois, 8th March, 1897. 1080

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2612.  
Dame Fridoline Ducasse, of the city and district o  
Montreal, wife of Antoine Stanislas Ouellette,  
modeller, of the same place, duly authorized à  
*ester en justice*, Plaintiff ;  
vs.  
The said Antoine Stanislas Ouellette, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this cause.  
PICHE & BAZIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 19th May. 1896. 990

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
No. 143.  
Dame Elmire Simard, wife of Alfred Simard, coach-  
maker, of the village of Notre Dame d'Hébert-  
ville, Plaintiff ;  
vs.  
The said Alfred Simard, Defendant.  
Notice is hereby given that an action in separation  
from bed and board has been instituted in this  
cause, on the 30th December, 1896.  
L. A. LANGLAIS,  
Attorney for plaintiff.  
Chicoutimi, 10th February, 1897. 928

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2828.

Dame Marie Olive Bolduc, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, épouse de Abraham Gagnon, cordonnier, ci-devant du même lieu, et résidant actuellement dans les lieux inconnus, la dite Dame Marie Olive Bolduc, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Abraham Gagnon, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée.

F. O. DUGAS,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 20 février 1897. 943-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2739.

Dame Onésime Fournier, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arcade Montchamp, bourgeois, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son dit époux en séparation de biens.

WILBROD PAGNUELO,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 décembre 1896. 543-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1838.

Dame Sarah Kimpton, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles J. Longpré, gentilhomme, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles J. Longpré, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée devant cette cour, le dix septembre dernier (1896).

E. A. B. LADOUCEUR,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 février 1897. 631-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1904.

Dame Helen Lindsay Tait, épouse commune en biens de Edward Percy Gordon, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Edward Percy Gordon, de Montréal susdit, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée le treizième jour de février courant (1897).

MARECHAL & BEAULIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 février 1897. 849-3

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Joseph Mallette, Montréal, Insolvable.  
 Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 5 avril 1897.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 20 mars 1897. 1183

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 2828.

Dame Mary Olive Bolduc, of the parish of Saint Alexis, in the district of Joliette, wife of Abraham Gagnon, shoemaker, heretofore of the same place, and actually residing into unknown places, the said Dame Mary Olive Bolduc, duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Abraham Gagnon, Défendant.  
 An action in separation from board and bed has been this day instituted.

F. O. DUGAS,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 20th February, 1897. 944

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2739.

Dame Onésime Fournier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arcade Montchamp, gentleman, of the same place, has, this day, sued her said husband in separation as to property.

WILBROD PAGNUELO,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 22nd December, 1896. 544

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1838.

Dame Sarah Kimpton, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Charles J. Longpré, of the same place, gentleman, duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Charles J. Longpré, Défendant.  
 An action for separation as to property has been instituted before this court, on the tenth day of September last (1896).

E. A. B. LADOUCEUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd February, 1897. 632

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1904.

Dame Helen Lindsay Tait, wife common as property of Edward Percy Gordon, both of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice,

Plaintiff

vs.

Edward Percy Gordon, of Montreal aforesaid, Défendant.  
 An action for separation as to property has been instituted before this court on the thirteenth day of February instant (1897).

MARECHAL & BEAULIEU,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 13th February, 1897. 850

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Joseph Mallette, Montreal, Insolvent.  
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 5th April, 1897.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 20th March, 1897. 1184

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. E. Levesque, marchand de foin, de Mont-  
 réal, failli ;

et  
 Chs. Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire et sera sujet à objection  
 jusqu'au 6e jour d'avril 1897, après laquelle date  
 les dividendes seront payables à mon bureau, No.  
 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 Montréal, 17 mars 1897. 1201

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* James Cuddy, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier dividende sur le produit  
 des parties des lots 99 et 110, du quartier Saint-Jac-  
 ques, a été préparé et sera sujet à objection à notre  
 bureau durant quinze jours.

Toute contestation du dit dividende devra être  
 déposée au bureau des sousignés.

KENT & TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 20 mars 1897. 1205

Canada, }  
 Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Damase Chartrand, confiseur, de  
 la cité de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, je, Henry  
 Frost, comptable, de la cité de Montréal, le sixième  
 jour de mars 1897, ai été d'abord nommé curateur  
 des biens du susdit failli.

Les créanciers sont par le présent requis de pro-  
 duire leurs réclamations devant moi sous trente  
 jours de la date d'icelui.

H. FROST,  
 Curateur.

Chambre 73, Imperial Building.  
 Montréal, 6 mars 1897. 1219

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Bte. Gingras, de Québec, laitier,  
 Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé et sera payable à notre bureau, le ou  
 après le 5ème jour d'avril 1897.

Toute opposition au dit dividende devra être  
 déposée devant nous avant la date susmentionnée.

G. H. BURROUGHS,  
 Curateur.

Bureau : Bâtisse du Richelieu,  
 Rue Dalhousie.  
 Québec, 19 mars 1897. 1237

## Règles de Cour

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No. 217.

Samedi, le vingt-septième jour de février mil huit  
 cent quatre-vingt-dix-sept.

Présent :—L'honorable M. le juge BÉLANGER.  
 James Smillie, Demandeur ;

vs.

Edward Ouimet, de la paroisse de Saint-Malachie  
 d'Ormatown, dans le district de Beauharnois,  
 Défendeur ;

et

Samuel Henderson, Opposant.

Attendu qu'il a été rapporté par l'huissier W. D.  
 McCallum, chargé de la vente des biens meubles du  
 défendeur, une somme de deux cent soixante-cinq

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* J. E. Levesque, hay dealer, of Montreal,  
 Insolvent ;

and  
 Chs Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been pre-  
 pared in this matter, and will be open to objection  
 until the 6th day of April, 1897, after which  
 date dividendes will be payable at my office, No.  
 1598, Notre Dame street.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 Montreal, 17th March, 1897. 1202

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* James Cuddy, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend on the proceeds of  
 parts of lots 99 and 110, Saint James ward, has  
 been prepared and will be open to objection at our  
 office during fifteen days.

Any contestation of such dividend must be depo-  
 sited with the undersigned.

KENT & TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 20th March, 1897. 1206

Canada, }  
 Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Damase Chartrand, confectioner,  
 of the city of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that I, Henry Frost,  
 accountant, of the city of Montreal, was, on the  
 sixth day of March, 1897, duly appointed curator  
 to the above named estate.

Creditors are hereby requested to file their claims  
 with me within thirth days from date hereof.

H. FROST,  
 Curator.

Room 73, Imperial Building.  
 Montreal, 6th March, 1897. 1220

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of J. Bte. Gingras, milkman, of  
 Québec, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and  
 will be payable at our office, on or after 5th April,  
 1897.

Any contestation of such dividend must be depo-  
 sited with us before the date above mentioned.

G. H. BURROUGHS,  
 Curator.

Office : Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,  
 Dalhousie street.  
 Québec, 19th March, 1897. 1238

## Rules of Court

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 217.

Saturday, the twenty seventh day of February, one  
 thousand eight hundred and ninety-seven.

Present :—The Honorable Judge BÉLANGER.  
 James Smillie, Plaintiff ;

vs.

Edward Ouimet, of the parish of Saint Malachie  
 d'Ormatown, in the district of Beauharnois,  
 Defendant ;

and

Samuel Henderson, Opposant.

Whereas there has been returned into court by  
 the bailiff W. D. McCallum, entrusted with the sale  
 of the goods and chattels of the defendant, a sum

piastres et vingt centins, provenant de la vente d'iceux ; que dans une opposition afin de conserver, produite en cette cause, il y a allégation de la déconfiture du dit défendeur et que la dite somme est à distribuer ;

La cour ordonne aux créanciers du dit défendeur de produire au bureau du protonotaire de cette cour, en la ville de Beauharnois, dit district, leurs réclamations accompagnées d'un état de compte assermenté, en conformité aux articles 603 et 604, du Code de procédure civile, dans les quinze jours de la date de la première publication du présent avis.

(Vraie copie,)

1147-2 M. BRANCHAUD,  
P. C. S.

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No. 201.

Samedi, le vingt-septième jour de février mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Présent : — L'honorable M. le juge BÉLANGER.  
Dame Bridget M. O'Riley, Demanderesse ;

vs.  
Mahlon Honsinger, cultivateur, du township de Godmanchester, dans le district de Beauharnois, Défendeur ;

et

Charles Dewick, agent, du village de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon, dans le district de Beauharnois, Opposant.

Attendu qu'il a été rapporté par l'huissier W. D. McCallum, chargé de la vente des biens meubles du défendeur, une somme de cent onze piastres, provenant de la vente d'iceux, et que dans une opposition afin de conserver produite en cette cause, il y a allégation de la déconfiture du dit défendeur, et que la dite somme est à distribuer ;

La cour ordonne aux créanciers du dit défendeur, de produire au bureau du protonotaire de cette cour, en la ville de Beauharnois, dit district, leurs réclamations accompagnées d'un état de compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile, dans les quinze jours de la date de la première publication du présent avis.

(Vraie copie,)

1149-2 M. BRANCHAUD,  
P. C. S.

### Ventes par le Sheriff—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } JOHN JOHNSON, De-  
No. 681. } mandeur ; vs. JOSEPH  
HECTOR MOULIN DIT PICOTIN ET UXOR, Dé-  
fendeurs.

Le lot numéro vingt et un (No. 21), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier

of two hundred and sixty-five dollars and twenty cents, being the proceeds of the sale thereof, and in an opposition for payment filed in this cause, there is an allegation of the insolvency of the said defendant, and the said sum is for distribution ;

The court orders the creditors of the said defendant to file in the office of the prothonotary of this court, in the town of Beauharnois, said district, their claims accompanied with a sworn statement of account pursuant to articles 603 and 604 of the code of civil procedure, within the fifteen days from the date of the first publication of the present notice.

(True copy,)

1148 M. BRANCHAUD,  
P. S. C.

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 201.

Saturday, the twenty-seventh day of February, one thousand eight hundred and ninety-seven.

Present :—The Honorable Judge BÉLANGER.  
Dame Bridget M. O'Riley, Plaintiff ;

vs.  
Mahlon Honsinger, farmer, of the township of Godmanchester, in the district of Beauharnois, Defendant ;

and

Charles Dewick, agent, of the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, in the district of Beauharnois, Opposant.

Whereas there has been returned into court by the bailiff W. D. McCallum, entrusted with the sale of the goods and chattels of the defendant, a sum of one hundred and eleven dollars, being the proceeds of the sale thereof, and in an opposition for payment filed in this cause, there is an allegation of the insolvency of the said defendant, and the said sum is for distribution ;

The court orders the creditors of the said defendant to file in the office of the prothonotary of this court, in the town of Beauharnois, said district, their claims accompanied with a sworn statement of account pursuant to articles 603 and 604 of the code of civil procedure within the fifteen days from the date of the first publication of the present notice.

(True copy,)

1150 M. BRANCHAUD,  
P. S. C.

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } JOHN JOHNSON, Plain-  
No. 681. } tiff ; vs. JOSEPH HEC-  
TOR MOULIN DIT PICOTIN ET UXOR, Defendants.

The lot number twenty-one (No. 21), on the official plan and book of reference of the cadastre for

sud de la ville de Drummondville, dans le comté de Drummond et dans le district d'Arthabaska—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour du même mois.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 16 mars 1897. 1209  
[Première publication, 20 mars 1897.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } JULES ROBINET, Deman-  
No. 2422. } deur; contre ALBERT  
ORESTE GILLY, Défendeur, savoir :

1° Les lots numéros cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq et cinquante-six, du neuvième rang du canton de Metgermette Nord, dans le comté de Beauce; bornés au nord-ouest au dixième rang du dit canton, au nord-est par le lot numéro cinquante-sept, du neuvième rang du dit canton, appartenant à la Couronne, au sud-ouest par le lot numéro cinquante, du neuvième rang du dit canton, appartenant à la Couronne, et au sud-est au huitième rang du dit canton, contenant, les dits lots, en superficie environ quatre cent soixante et dix-huit acres.

2° Les lots numéros cinquante-cinq et cinquante-six, du huitième rang du canton de Metgermette Nord, dans le comté de Beauce; bornés au nord-ouest au neuvième rang du dit canton, au nord-est par le lot numéro cinquante-sept, du huitième rang du dit canton, occupé par Albert Oreste Gilly, au sud-ouest par le lot numéro cinquante-quatre, du huitième rang du dit canton, occupé par le dit Albert Oreste Gilly, et au sud-est au septième rang du dit canton, contenant, les dits lots, en superficie environ cent quatre-vingt-un acres.

3° Tous les droits, noms, raisons, actions et prétentions quelconques du défendeur en vertu de billets de location du Département des Terres de la Couronne, dans et sur les lots numéros cinquante-trois et cinquante-quatre, du huitième rang du canton de Metgermette Nord, dans le comté de Beauce; bornés au nord-ouest au neuvième rang du dit canton, au nord-est par le lot numéro cinquante-cinq, du huitième rang du dit canton, appartenant au dit Albert Oreste Gilly, au sud-ouest par le lot numéro cinquante-deux, du huitième rang du dit canton, occupé par Frédéric Morin, et au sud-est au septième rang du dit canton, contenant, les dits lots, en superficie environ cent quatre-vingt-neuf acres.

4° Tous les droits, noms, raisons, actions et prétentions quelconques du défendeur en vertu de billets de location du Département des Terres de la Couronne, dans et sur les lots numéros cinquante-

the south ward of the town of Drummondville, in the county of Drummond and in the district of Arthabaska—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Frédéric de Drummondville, on the TWENTY-FIRST day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirty-first day of the same month.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 16th March, 1897. 1210  
[First published, 20th March, 1897.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *à fin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *à fin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Québec.*

Beauce, to wit : } JULES ROBINET, Plaintiff ;  
No. 2422. } against ALBERT ORESTE  
GILLY, Defendant, to wit :

1. Lots numbers fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five and fifty-six, of the ninth range of the township of Metgermette North, in the county of Beauce; bounded on the north west by the tenth range of the said township, on the north east by lot number fifty-seven, of the ninth range of the said township, belonging to the Crown, on the south west by lot number fifty, of the ninth range of the said township, belonging to the Crown, and on the south east by the eighth range of the said township, said lots containing in area about four hundred and seventy-eight acres.

2. Lots numbers fifty-five and fifty-six, of the eighth range of the township of Metgermette North, in the county of Beauce; bounded on the north west by the ninth range of the said township, on the north east by lot number fifty-seven, of the eighth range of the said township, occupied by Albert Oreste Gilly, on the south west by lot number fifty-four, of the eighth range of the said township, occupied by the said Albert Oreste Gilly, and on the south east by the seventh range of the said township, said lots containing in area about one hundred and eighty one acres.

3. All the right, title, claim, interest and pretensions whatsoever of the defendant under location tickets from the Crown Lands Department, in and upon lots numbers fifty-three and fifty-four, of the eighth range of the township of Metgermette North, in the county of Beauce; bounded on the north west by the ninth range of the said township, on the north east by lot number fifty-five, of the eighth range of the said township, belonging to the said Albert Oreste Gilly, on the south west by lot number fifty-two, of the eighth range of the said township, occupied by Frederick Morin, and on the south east by the seventh range of the said township, said lots containing one hundred and eighty-nine acres.

4. All the right, title, claim, interest and pretensions whatsoever of the defendant under location tickets from the Crown Lands Department, in and upon lots numbers fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine,

sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux et soixante et trois, du huitième rang du canton de Metgermette Nord, dans le comté de Beauce; bornés au nord-ouest au neuvième rang du dit canton, au sud-ouest par le lot numéro cinquante-six, du huitième rang du dit canton, appartenant à Albert Oreste Gilly, au sud-est par le septième rang du dit canton et par la rivière Saint-Jean, et au nord-est par le lot numéro soixante et quatre, du neuvième rang du dit canton, contenant en superficie, les dits lots respectivement environ six cent deux acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Zacharie de Metgermette Nord, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

JOS. POIRIER, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Saint-Joseph, Beauce, 15 mars 1897. 1191  
[Première publication, 20 mars 1897.]

sixty, sixty-one, sixty-two and sixty-three, of the eighth range of the township of Metgermette North, in the county of Beauce; bounded on the north west by the ninth range of the said township, on the south west by lot number fifty six, of the eighth range of the said township, belonging to Albert Oreste Gilly, on the south east by the seventh range of the said township and by the river Saint John, and on the north east by lot number sixty-four, of the ninth range of the said township, said lots containing respectively in area about six hundred and two acres.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie de Metgermette North, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of June next.

JOS. POIRIER, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint Joseph, Beauce, 15th March, 1897. 1192  
[First published, 20th March, 1897.]

### Ventes par le Shérif—Bedford

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Province de Québec, } **LA COMPAGNIE MAS-**  
District de Bedford. } **SEY HARRIS, (en**  
No. 1644. } commandante), Demanderesse;  
**DAME NELLIE C. FAY ET VIR ET AL., Défendeurs.**

Ce morceau de terre formant partie, arpentage primitif, du onzième rang du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros soixante et dix-huit (78), quatre-vingt-treize (93) et quatre-vingt-quatorze (94), et contenant vingt-quatre acres et demi, plus ou moins—avec les améliorations faites.

Pour être vendue comme appartenant à Delphis Lamothe, un des dits défendeurs, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Vérone, à Pike River, ainsi appelé, dans le comté de Missisquoi, et district de Bedford, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, 1897, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de juin prochain, 1897.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 13 mars 1897. 1193  
[Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Cour de Circuit—District de Bedford.*

Province de Québec, } **ALFRED TOURIGNY,**  
District de Bedford. } Demandeur; contre  
No. 3561. } les terres et tenements de  
**HENRY BEAUREGARD, Défendeur.**

Ce morceau de terre étant la moitié nord du lot numéro seize et le quart nord-est du lot numéro quinze, dans le deuxième rang, arpentage primitif,

### Sheriff's Sales—Bedford

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Montreal.*

Province of Québec, } **LA COMPAGNIE MAS-**  
District of Bedford. } **SEY HARRIS, Ltd.,**  
No. 1644. } Plaintiff; **DAME NELLIE**  
**C. FAY ET VIR ET AL., Defendants.**

That certain pieces of land forming part of the primitive survey of the eleventh range of the township of Stanbridge, in the county of Missisquoi and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as numbers seventy-eight (78), ninety-three (93) and ninety-four (94), and containing twenty-four and one half acres, more or less—with improvements thereon.

To be sold as belonging to Delphis Lamothe, one of the said Defendants, at the parish church door of Saint Pierre de Vérone, at Pike River so called, in the county of Missisquoi and district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, 1897, at the hour of TWO of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the seventh day of June next, 1897.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sweetsburg, 13th March, 1897. 1194  
[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Circuit Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **ALFRED TOURIGNY,**  
District of Bedford. } Plaintiff; against the  
No. 3561. } lands and tenements of  
**HENRY BEAUREGARD, Defendant.**

That certain piece of land being the north half of lot number sixteen, and the north east quarter of lot number fifteen, in the second range of the primi-

du canton de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, et contenant cent soixante et dix-huit acres de terre, plus ou moins, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, sous les numéros deux cent vingt-cinq (225) et deux cent vingt-six (226)—avec maison, grange et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, 1897, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'avril prochain, 1897.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 18 janvier 1897. 373-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } OTIS WILLARD HILLS,  
District de Bedford, } de la ville de Waterloo,  
No. 5733. } dans le comté de Shefford et  
district de Bedford, agent d'assurance, Demandeur ;  
contre les meubles et immeubles d'ALFRED  
ALLARD, JUNIOR, du canton de Bolton, dans le  
dit district, un des défendeurs dans la cause où  
Rose Molleur *et al.*, étaient défendeurs, Défendeur.

Ce morceau de terre de trois arpents de front sur la profondeur du lot numéro dix, dans le septième rang des lots, arpentage primitif, du canton de Bolton, partie est, dans le district de Bedford, et pour être détaché du côté sud du dit lot, et joignant la ligne entre les lots numéros dix et onze, du dit septième rang, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, partie est, comme lot numéro sept cent trente (730)—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond ainsi appelé, dans le comté de Brome, et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, 1897, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'avril prochain, 1897.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 17 janvier 1897. 371-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

**Ventes par le Shérif—Chicoutimi**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Magistrat pour le comté du Lac Saint-Jean, siégeant à Notre-Dame du Lac Saint-Jean.*  
Chicoutimi, à savoir : } ARTHUR DU TREM-  
No. 2546. } BLAY, Demandeur ;  
vs. NAPOLEON LAPOINTE, Défendeur.

Un terrain ou emplacement de forme triangulaire

tive survey of the township of Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, and containing one hundred and seventy-eight acres of land, more or less, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, as numbers two hundred and twenty-five (225), and two hundred and twenty-six (226)—with house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Bonsecours de Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, 1897, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the third day of April next, 1897.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 18th January, 1897. 374  
[First published, 23rd January, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } OTIS WILLARD HILLS,  
District of Bedford, } of the town of Waterloo,  
No. 5733. } in the county of Shefford and  
district of Bedford, insurance agent, Plaintiff ;  
against the goods and lands of ALFRED ALLARD,  
junior, of the township of Bolton, in said district,  
one of the defendants in the cause wherein Rose  
Molleur *et al.*, were defendants, Defendant.

That certain piece of land being three arpents in front by the depth of lot number ten, in the seventh range of lots of the primitive survey of the township of Bolton, east part, in the district of Bedford, and to be detached from the south side of said lot, and joining the line between lots numbers ten and eleven, of said seventh range, and now known on the official plan and book of reference of the township of Bolton, east part, as lot number seven hundred and thirty (No. 730)—with no buildings thereon

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond so called, in the county of Brome, and district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, 1897, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the tenth day of April next, 1897.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 17th January, 1897. 372  
[First published, 23rd January, 1897.]

**Sheriff's Sales—Chicoutimi**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Magistrate's Court for the county of Lake Saint John, sitting at Notre Dame du Lac Saint-Jean.*  
Chicoutimi, to wit : } ARTHUR DU TREM-  
No. 2546. } BLAY, Plaintiff ; vs.  
NAPOLEON LAPOINTE, Defendant.

A lot of land of triangular form, about four perches

d'environ quatre perches en superficie, faisant partie du numéro quarante-six, du premier rang du canton Caron—avec une maison dessus construite; borné en front vers l'est au chemin public, en arrière vers l'ouest par le terrain de la Fabrique, joignant par le côté nord au terrain de Wilfrid Ratté.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean, le VINGT ET UNIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour du dit mois d'avril prochain.

O. BOSSÉ,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 13 février 1897. 761-2  
[Première publication, 20 février 1897.]

### Ventes par le Shérif—Gaspé

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir: } WILLIAM FRUING &  
No. 468. } COMPAGNIE, LIMITEE, Demanderesse; contre MARIE CONSTANCE ALIAS CLEANCE DUNN, Défenderesse.

1° Les vingt-six quarante-cinquièmes indivis d'un morceau de terre d'un arpent et huit perches et demi de front sur vingt-quatre acres de profondeur, situé à la Rivière au Renard, dans le township de Fox, en le comté de Gaspé; joignant d'un côté au nord à Omer Cloutier ou ses représentants, au sud, sud-ouest, à William Dunn ou ses représentants, d'un bout vers l'est au fleuve Saint-Laurent, de l'autre vers le nord-est aux terres de la Couronne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Les vingt-six quarante-cinquièmes indivis d'un lopin de terre d'un acre et quart de largeur et de six arpents de profondeur, situé à la Rivière au Renard, dans le canton de Fox, en le comté de Gaspé; tenant à l'est à George Priston ou ses représentants, au nord à la Rivière au Renard, à l'ouest à Auguste Bond ou ses représentants.

3° Les vingt-six quarante-cinquièmes indivis d'un certain lopin de terre formant partie du lot numéro quarante-quatre, en le premier rang ouest du township de Fox, dans le comté de Gaspé; borné au nord-est par le fleuve Saint-Laurent, au sud-ouest par les terres du second rang, au nord-ouest par William Hyman & Fils ou leurs représentants et au sud-est par Narcisse Samuel ou représentants,—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin 1897

JAS. T. TUZO,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Percé, 10 mars 1897. 1181  
[Première publication, 20 mars 1897.]

in superficies, forming part of number forty-six, of the first range of the township Caron—with a house thereon erected; bounded in front to the east by the public highway, in rear to the west by the land of the Fabrique, adjoining the land of Wilfrid Ratté on the north side.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme du Lac Saint Jean, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of the said month of April next.

O. BOSSÉ,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 13th February, 1897. 762  
[First published, 20th February, 1897.]

### Sheriff's Sales—Gaspé

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—County of Gaspé.

Percé, to wit: } WILLIAM FRUING & COM-  
No. 468. } PANY, LIMITED, Plaintiff;  
against MARIE CONSTANCE ALIAS CLEANCE  
DUNN, Defendant.

1. The twenty-six undivided forty-fifths of a piece of land of one arpent eight perches and a half in front by twenty-four acres in depth, situate at Fox River, in the township of Fox, in the county of Gaspé; bounded on one side to the north by Omer Cloutier or his representatives, on the south, south west, by William Dunn or his representatives, at one end to the east by the river Saint Lawrence, on the other side to the north east by the Crown lands—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The twenty-six undivided forty-fifths of a lot of land one acre and a quarter in width and of six arpents in depth, situate at Fox River, in the township of Fox, in the county of Gaspé; bounded on the east by George Priston or his representatives, on the north by Fox river, on the west by Auguste Bond or his representatives.

3. The twenty-six undivided forty-fifths of a certain lot of land forming part of lot number forty-four, in the first range west of the township of Fox, in the county of Gaspé; bounded on the north east by the river Saint Lawrence, on the south west by the lands of the second range, on the north west by William Hyman & Son or their representatives, and on the south east by Narcisse Samuel or representatives—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the registration division of Gaspé, at Percé, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of MAY, one thousand eight hundred and ninety-seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June, 1897.

JAS. T. TUZO,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Percé, 10th March, 1897. 1182  
[First published, 20th March, 1897.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi, toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Bedford.*

Canada,

Province de Québec,  
District d'Iberville,  
No. 6019.

**EDWARD COSLETT,**  
Demandeur; contre  
**DELPHIS LAMOTHE,**  
Défendeur, à savoir :

Un terrain sis et situé sur la huitième concession de Noyan, en la paroisse de Saint-Sébastien (faisant actuellement partie de la nouvelle paroisse de Saint-Pierre de Véronne), dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous les numéros trois cent soixante, trois cent soixante A, trois cent soixante et un et trois cent soixante et deux (Nos. 360, 360 A, 361 et 362), de la contenance de cent cinquante-huit arpents en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Sébastien susdite, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

**CHAS ARPIN,**

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, P. Q., 17 mars 1897.  
[Première publication, 20 mars 1897.]

Shérif.  
1207**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir :

**JOSEPH CHARLES A. ROY,** Demandeur; vs. **THEOPHILE ROY,** Défendeur, et Alfred Roy, mis en cause, et Dame Marie E. V. Bisailon, demanderesse par reprise d'instance et intervenante, et Dame Méliana Archambeault, défenderesse par reprise d'instance et contestante, et Maîtres Paradis & Chassé, avocats distrayants, et Jos. H. Roy, opposant.

Comme appartenant à la dite Dame Marie Emma Virginie Bisailon, demanderesse par reprise d'instance et intervenante en cette cause :

Une terre située dans la concession nord est de la Grande-Ligne, en la paroisse de Sainte-Blaise, dans le district d'Iberville, et étant autrefois dans les limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le dit district, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette dernière paroisse, sous le numéro cent huit (No. 108), de la contenance de quatre-vingt-dix-neuf arpents et quarante perches en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Blaise, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **MARS** courant, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars courant.

**CHAS ARPIN,**

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 6 mars 1897.  
[Première publication, 13 mars 1897.]

Shérif.  
1071-2

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Bedford.*

Canada,

Province of Quebec,  
District of Iberville,  
No. 6019.

**EDWARD COSLETT,**  
Plaintiff; against **DELPHIS LAMOTHE,** Defendant, to wit :

A piece of ground lying and situated on the eighth concession of Noyan, in the parish of Saint Sébastien (now forming part of the new parish of Saint Pierre de Véronne), in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sébastien, under the numbers three hundred and sixty, three hundred and sixty A, three hundred and sixty-one and three hundred and sixty-two (Nos. 360, 360A, 361 and 362), containing one hundred and fifty-eight arpents in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Sébastien aforesaid, on the **TWENTY-FIFTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of June next.

**CHAS ARPIN,**

Sheriff's Office,  
Saint Johns, P. Q., 17th March, 1897.  
[First published, 20th March, 1897.]

Sheriff.  
1208**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit :

**JOSEPH CHARLES A. ROY,** Plaintiff; vs. **THEOPHILE ROY,** Defendant, and Alfred Roy, mis en cause, and Dame Marie E. V. Bisailon, plaintiff par reprise d'instance and intervenante, and Dame Méliana Archambeault, defendant par reprise d'instance and contestante, and Maîtres Paradis & Chassé, advocates distrayants, and Jos. H. Roy, opposant.

As belonging to the said Dame Marie Emma Virginie Bisailon, plaintiff par reprise d'instance and intervenante in this case :

A farm situated on the north east concession of the Grande Ligne, in the parish of Saint Blaise, in the district of Iberville, and being formerly within the limits of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the said district, known and designated on the official plan and book of reference of this last named parish, under the number one hundred and eight (No. 108), containing ninety-nine arpents and forty perches in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the **TWENTY-SECOND** day of **MARCH** instant, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of March instant.

**CHAS ARPIN,**

Sheriff's Office,  
Saint Johns, 6th March, 1897.  
[First published, 13th March, 1897.]

Sheriff.  
1072

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—Montréal.*

Joliette, à savoir : } **J**OSEPH ROBILLARD,  
No. 1974. } Demandeur ; contre  
FRANCOIS-XAVIER BOISJOLY, Défendeur.

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, dans la concession Sud Rivière Saint-Jean, connue et désignée sous le numéro quatre cent un (401), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses et constructions sus-érigées.

2° Une terre située en la dite paroisse, concession Grande Côte de Lanoraie, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, et connue et désignée sous le numéro deux cent soixante et dix-huit (278), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une maison en brique, écuries et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, le CINQ de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt de mai prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 15 février 1897. 759-2  
[Première publication, 20 février 1897.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir : } **D**ONAT DORAIS, Deman-  
No. 2790. } deur ; contre CLEMENT  
DUCHARME, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le comté de Joliette, étant le numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, contenant environ cent soixante-quatre arpents en superficie—avec maison, grange et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le TRENTE ET UN de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix avril prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 22 janvier 1897. 423 3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

## Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—Montréal.*

Joliette, to wit : } **J**OSEPH ROBILLARD,  
No. 1974. } Plaintiff ; vs. FRAN-  
COIS XAVIER BOISJOLY, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de Lanoraie, in the South Rivière Saint Jean concession, known and designated as number four hundred and one (401), of the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the same parish, Grande Côte de Lanoraie concession, fronting on the River Saint Lawrence, and known and designated as number two hundred and seventy-eight (278), of the official plan and book of reference of the said parish—with a brick house, stables and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph de Lanoraie, on the FIFTH MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth May next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 15th February, 1897. 760  
[First published, 20th February, 1897.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Joliette, to wit : } **D**ONAT DORAIS, Plaintiff ;  
No. 2790. } against CLEMENT DU-  
CHARME, Defendant.

A land being and lying in the parish of Saint Charles Borromée, in the county of Joliette, being number one hundred and ninety-four (194), of the official plan and book of reference for the said parish, containing about one hundred and sixty-four arpents in area—together with house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of April next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 22nd January, 1897. 424  
[First published, 23rd January, 1897.]

## Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower

code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précèdent immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.*

Kamouraska, à savoir: } **PASCHAL VINCES-**  
No. 515. } **LAS TACHÉ**, écuyer,  
avocat et conseil de la reine, actuellement demeurant à Chicoutimi, Demandeur; contre **VICTOR LEVASSEUR**, cultivateur, de Saint-Germain de Kamouraska, Défendeur, c'est à savoir:

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Germain de Kamouraska, sur le premier rang de la seigneurie de Kamouraska, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, sous les numéros vingt-cinq et vingt-six (Nos. 25 et 26) — avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Une autre terre située au même endroit et connue sous le numéro trente-deux (No. 32), du même cadastre—sans bâtisses.

A charge par l'acquéreur de payer à Pierre Michaud, une rente annuelle de deux cents piastres, payable le premier de décembre de chaque année, en vertu de l'acte de donation exécuté par Thomas LeBel, écuyer, notaire, le 19 décembre 1870, et de se conformer aux charges et obligations mentionnées par l'acte de donation sus-cité.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Kamouraska, **VENDREDI**, le **VINGT-UNIÈME** (21) jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable le premier jour de juin aussi prochain.

**F. A. SIROIS,**

Bureau du Shérif, Shérif  
Fraserville, 16 mars 1897. 1221  
[Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir: } **B. DANIEL**  
No. 2078. } **I. SCHMOUTH**, professeur, de la paroisse de Sainte-Anne de La Pocatière, Demandeur; contre **FRANÇOIS DIONNE**, ci-devant du même lieu et actuellement dans des lieux inconnus, dans les Etats-d'Unis d'Amérique. Défendeur, et **Louis Dionne**, de la dite paroisse de Sainte-Anne de La Pocatière, mis en cause, et **Samuel Charles Riou** et **Gustave Joseph Chagnon**, avocats, de la ville de Fraserville, procureurs distrayants, saisissants pour leur frais, c'est à savoir:

Un lot de terre situé sur le haut du deuxième rang de la dite paroisse de Sainte-Anne de La Pocatière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Sainte-Anne de La Pocatière, sous le numéro cinq cent vingt-trois (No. 523), contenant trente et un arpents, plus ou moins, en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de La Pocatière, **MÉRCREDI**, le **TRENTE-UNIÈME** jour de **MARS** prochain (1897), à **DEUX** heures de l'après-midi. Bref rapportable le premier jour d'avril aussi prochain.

**F. A. SIROIS,**

Bureau du Shérif, Shérif  
Fraserville, 25 janvier 1897. 489-2  
[Première publication, 30 janvier 1897.]

Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.*

Kamouraska, to wit: } **PASCHAL VINCESLAS**  
No. 515. } **TACHÉ**, esquire, advocate and Queen's Counsel, now residing at Chicoutimi, Plaintiff; against **VICTOR LEVASSEUR**, farmer, of Saint Germain de Kamouraska, Defendant, to wit:

1. A land situate in the parish of Saint Germain de Kamouraska, in the first range of the seigniorie of Kamouraska, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Louis de Kamouraska, as numbers twenty-five and twenty-six (Nos. 25 and 26)—with a house and outbuildings thereon erected.

2. Another land situate at the same place and known as number thirty-two (No. 32), of the same cadastre—without buildings.

Subject to the charge upon the purchaser of paying to Pierre Michaud, a yearly rent of two hundred dollars, payable on the first of December of every year, in virtue of the deed of gift executed by Thomas LeBel, esquire, notary, on the 19th of December, 1870, and of complying with the charges and obligations mentioned in the deed of donation above cited.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germain de Kamouraska, on **FRIDAY**, the **TWENTY-FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable the first day of June also next.

**F. A. SIROIS,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 16th March, 1897. 1222  
[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit: } **B. DANIEL**  
No. 2078. } **I. SCHMOUTH**, professor, of the parish of Sainte-Anne de La Pocatière, Plaintiff; against **FRANÇOIS DIONNE**, formerly of the same place and now of parts unknown in the United States of America, Defendant, and **Louis Dionne**, of the said parish of Sainte-Anne de La Pocatière, a party hereunto, and **Samuel Charles Riou** and **Gustave Joseph Chagnon**, advocates, of the town of Fraserville, attorneys distracting seizing for their costs, to wit:

A land situate at the upper end of the second range of the parish of Sainte-Anne de La Pocatière, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the said parish of Sainte-Anne de La Pocatière, as number five hundred and twenty-three (No. 523), containing thirty-one arpents, more or less, in area—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne de La Pocatière, on **WEDNESDAY**, the **THIRTY-FIRST** day of **MARCH** next (1897), at **TWO** o'clock in the afternoon. Writ returnable on the first day of April also next.

**F. A. SIROIS,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 25th January, 1897. 490  
[First published, 30th January, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Cour Supérieure.*

 Kamouraska, à savoir : ) **A BANQUE JACQUES-CARTIER,**  
 No. 2147. )

 corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, et une succursale en la ville de Fraserville, district de Kamouraska, Demanderesse ; contre **CYRIAC BOUCHER**, de la paroisse de Notre-Dame du Portage, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre située sur le premier rang de la paroisse de Notre Dame du Portage, de trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, et connue et désignée sous le numéro vingt-deux (No. 22), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Notre-Dame du Portage, qui se trouve dans le comté de Kamouraska—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé au dit lieu de Notre-Dame du Portage, d'environ huit perches de front sur six perches de profondeur, et connu sous le numéro cent quatre (No. 104), du cadastre de la dite paroisse de Notre-Dame du Portage, qui se trouve dans le comté de Témiscouata—avec les bâtisses dessus construites.

 Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Portage, **MÉRCREDI**, le **VINGT-QUATRIÈME** jour de **MARS** prochain (1897), à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable le trente-unième jour du même mois.

**F. A. SIROIS,**

 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Fraserville, 18 janvier 1897. 367-3  
 [Première publication, 23 janvier 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Superior Court.*

 Kamouraska, to wit : ) **A BANQUE JACQUES**  
 No. 2147. ) **CARTIER**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, and a branch office in the town of Fraserville, district of Kamouraska, Plaintiff ; against **CYRIAC BOUCHER**, of the parish of Notre Dame du Portage, Defendant, to wit :

1° A land situate in the first range of the parish of Notre Dame du Portage, containing three arpents in front by forty arpents in depth, known and designated as number twenty-two (22), on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame du Portage aforesaid, which is in the county of Kamouraska—with the buildings thereon erected.

2° A lot situate and being in the said parish of Notre Dame du Portage, of about eight perches in front by six perches in depth, known and designated as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame du Portage, which is in the county of Témiscouata—with the buildings thereon erected.

 To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Portage, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-FOURTH** day of **MARCH** next (1897), at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable the thirty-first day of the same month.

**F. A. SIROIS,**

 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Fraserville, 18th January, 1897. 368  
 [First published, 23rd January, 1897.]

**Ventes par le Shérif—Montmagny**

**VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Cour Supérieure.*

 Province de Québec, ) **CHARLES BLAIS,**  
 District de Montmagny. ) cultivateur, de la  
 No. 115. ) paroisse de Notre-Dame

 du Rosaire ; contre **NAPOLÉON COULOMBE**, commerçant, des États-Unis d'Amérique, savoir :

Une terre située premier rang sud-est du township Armagh, et connue sous le numéro sept (7), du cadastre officiel du dit township—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

 Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, **SAMEDI**, le **VINGT-DEUXIÈME** jour du mois de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

**J. B. A. LEPINE,**

 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Montmagny, 17 mars 1897. 1249  
 [Première publication, 20 mars 1897.]

**Sheriff's Sales—Montmagny**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law : all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger,* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Superior Court.*

 Province of Québec, ) **CHARLES BLAIS,**  
 District of Montmagny. ) farmer, of the parish  
 No. 115. ) of Notre Dame du Rosaire ; against **NAPOLÉON COULOMBE**, trader, of the United States of America, to wit :

A land situate in the first range south east of the township of Armagh, and known as number seven (7), of the official cadastre of the said township—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

 To be sold at the registry office of the county of Montmagny, on **SATURDAY**, the **TWENTY-SECOND** day of the month of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of June next.

**J. B. A. LEPINE,**

 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montmagny, 17th March, 1897. 1250  
 [First published, 20th March, 1897.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 709 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant la quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE MONTREAL INVESTMENT AND FREEHOLD COMPANY**, corps politique et incorporé par Statuts de la province de Québec, 58 Vict., chap. 75, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOHN MURRISON**, de la ville de Saint-Louis, dans le dit district de Montréal, Défendeur.

Cet emplacement situé dans la ville de Saint-Louis du Mile-End, faisant front sur la rue Mance et formant partie du lot numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Saint-Louis du Mile End, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel comme la partie nord-ouest, contenant dix pieds de largeur de la subdivision douze de la subdivision dix du dit lot officiel (12-10-12), et de la partie sud-est contenant dix pieds de largeur de la subdivision treize de la subdivision dix du dit lot officiel (12-10-13).

La dite partie nord-ouest de la dite subdivision douze étant bornée en front par la rue Mance, en arrière par la subdivision huit cent quatre-vingt-cinq, du lot officiel numéro onze, sur les dits plan et livre de renvoi (11-885), d'un côté au nord-ouest par la partie de la dite subdivision treize, par le présent hypothéquée, et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la dite subdivision douze, et la dite partie sud-est de la dite subdivision treize étant bornée en front par la rue Mance, en arrière par la subdivision huit cent quatre-vingt-six, du lot officiel numéro onze (11-886), d'un côté au sud-est par la partie de la dite subdivision douze, par le présent hypothéquée, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision treize. Les dites parties par le présent hypothéquées des subdivisions douze et treize (12-10-12 et 12-10-13), formant ensemble un morceau de terre contenant vingt pieds de largeur en front et en arrière sur une profondeur de cent cinq pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins. A déduire des parties nord-est ou en arrière de toute la largeur des dites deux parties des lots par le présent décrit, une lisière de terre de douze pieds de largeur laissée comme ruelle en commun, communiquant avec l'avenue Saint-Viateur et par une autre ruelle avec les rues Mance et Saint-George, avec le droit de passage à pied et en voiture et animaux en toute temps en commun avec autres dans les dites ruelles—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le 28 mai 1897.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif,  
Montréal, 17 mars 1897.Shérif,  
1227

[Première publication, 20 mars 1897.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 709 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *ad annulandum*, *ad distrandum*, *ad chargandum*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *ad conservandum* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE MONTREAL INVESTMENT AND FREEHOLD COMPANY**, a body politic incorporated by statute of the province of Quebec, 58 Vic., cap. 75, and having their chief place of affairs at the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN MURRISON**, of the town of Saint Louis, in said district of Montreal, Defendant.

That certain emplacement situate in the town of Saint Louis du Mile End, fronting on Mance street, and forming part of lot number twelve, on the official plan and book of reference of the municipality of Saint Louis du Mile End, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot, as the north westerly part, containing ten feet in width, of subdivision twelve of subdivision ten, of the said official lot (12-10-12), and of the south easterly part, containing ten feet in width, of subdivision thirteen of subdivision ten, of the said official lot (12-10-13).

The said north westerly part of the said subdivision twelve being bounded in front by Mance street, in rear by subdivision eight hundred and eighty-five, of official lot number eleven, on the said plan and book of reference (11-885), on one side to the north west by the portion of said subdivision thirteen hereby hypothecated, and on the other side to the south east by the remainder of said subdivision twelve, and the said south easterly portion of said subdivision thirteen being bounded in front by Mance street, in rear by subdivision eight hundred and eighty-six, of official lot number eleven (11-886), on one side to the south east by the portion of said subdivision twelve hereby hypothecated, and on the other side to the north west by the remainder of said subdivision thirteen. The said portions hereby hypothecated of subdivisions twelve and thirteen (12-10-12 and 12-10-13), forming together a piece of land containing twenty feet in width in front and rear, by a depth of one hundred and five feet, all english measure and more or less. Deduction to be made from the north east or rear portions of the whole width of the said two portions of lots hereby described, of a strip of land of twelve feet in width set apart as a common lane communicating with Saint Viateur avenue, and by means of another lane with Mance and Saint George streets, with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times in common with others in the said lanes—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of MAY, 1897.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,  
Montreal, 17th March, 1897.Sheriff,  
1228

[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **A**LEXANDER P. Mc-  
No. 1962. } **A**LAURIN ET WIL-  
**L**IAM BOTHWELL, tous deux de la ville de  
Lachine, dans le district de Montréal, marchands  
de bois et associés, y faisant affaires comme tels  
ensemble en société sous les noms et raisons de  
A. P. McLaurin & Co., Demandeurs ; contre les  
terres et tenements de **A**LEXANDER CAZAL DIT  
GIRALDEAU, du village de Dorval, dans le dit  
district de Montréal, journalier, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de La  
Présentation de la Sainte-Vierge, dans le village  
Dorval, connu et désigné sous le numéro soixante  
et huit, de la subdivision officielle du lot numéro  
huit cent soixante et douze (872-68), sur le plan et  
et au livre de renvoi officiels de la paroisse de La-  
chine, dans le comté Jacques-Cartier ; borné en  
front par une ruelle portant le numéro soixante et  
seize, de la subdivision officielle du dit lot numéro  
huit cent soixante et douze (872-76), des plan et  
livre de renvoi officiels susdits—avec une maison et  
dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge  
(village de Dorval), le **VINGT-DEUXIEME** jour  
de **M**AI prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi  
Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de  
mai prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 17 mars 1897. 1229

[Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **R**OBERT FELIX AN-  
No. 156. } **R**OITINE BRUYERE ET  
**J**EAN ERNEST BRUYERE, tous deux bourgeois,  
à Pont Saint-Esprit, en France, en leur qualité de  
légataires grevés de substitution de feu Jean-Bap-  
tiste Bruyere, leur père, en son vivant marchand,  
de la cité de Montréal, dans le district de Montréal,  
Demandeurs ; contre les terres et tenements de  
**H**ORACE HOMERE MANSEAU, médecin, de la  
cité et du district de Montréal, Défendeur.

La juste moitié sud-ouest d'un terrain situé dans  
le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal,  
lequel terrain est connu et désigné sur le plan et au  
livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine,  
comme faisant partie du lot numéro cinq cent trente  
(530), et est borné en front au sud-est par la rue  
Notre-Dame, du côté nord-est par la partie nord est  
du susdit lot numéro cinq cent trente (530), du côté  
sud-ouest par les lots numéros cinq cent vingt-huit  
et cinq cent vingt-neuf, du susdit plan officiel—avec  
les bâties et érigées ; à distraire de ce que ci-dessus  
saisi la partie qui en a été prise par la corporation  
de la cité de Montréal, pour l'élargissement de la  
rue Notre-Dame.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le **VINGT-SIXIEME** jour de **M**AI pro-  
chain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref  
rapportable le dixième jour de juin 1897.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 17 mars 1897. 1231

[Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**EMOISELLE FLOREN-  
No. 1509. } **T**INE MOQUIN, fille  
majeure et usant de ses droits, du village de Laprairie,  
dans le district de Montréal, Demanderesse ;  
contre les terres et tenements de **C**HARLES  
**C**ÉRÉ, cultivateur, ci-devant de la paroisse de  
Saint-Isidore, district de Montréal, et actuellement  
commerçant, de la cité et du district de Montréal,  
Défendeur.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **A**LEXANDER P. McLAU-  
No. 1962 } **A**RIN AND WILLIAM  
**B**OTHWELL, both of the town of Lachine, in the  
district of Montreal, lumber merchants and co-  
partners, as such there doing business together in co-  
partnership under the name and style of A. P. McLau-  
rin & Co., Plaintiffs ; against the lands and tenements  
of **A**LEXANDER CAZAL DIT GIRAL-  
DEAU, of the village of Dorval, in said district  
of Montreal, laborer, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of  
La Présentation de la Sainte Vierge, in Dorval vil-  
lage, known and designated as number sixty-eight,  
of the official subdivision of lot number eight hun-  
dred and seventy-two (872-68), on the official plan  
and book of reference of the parish of Lachine, in  
the county of Jacques Cartier ; bounded in front by  
a lane bearing the number seventy-six, of the official  
subdivision of said lot number eight hundred and  
seventy-two (872-76), of the official plan and book  
of reference aforesaid—with a house and outbuild-  
ings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of La Présentation de la Sainte Vierge  
(village of Dorval), on the **TWENTY-SECOND** day  
of **M**AY next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said  
writ returnable the twenty-fifth day of May next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 17th March, 1897. 1230

[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **R**OBERT FELIX AN-  
No. 156. } **R**OITINE BRUYERE  
**A**ND **J**EAN ERNEST BRUYERE, both gentlemen  
at Pont Saint Esprit, in France, in their quality of  
legatees charged with the substitution of the late  
Jean-Baptiste Bruyere, their father, in his lifetime  
merchant, of the city of Montreal, in the district of  
Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements  
of **H**ORACE HOMERE MANSEAU, physi-  
cian, of the city and of the district of Montreal,  
Defendant.

The exact south west half of a lot situate in Saint  
Antoine ward, of the city of Montreal, which lot is  
known and designated on the official plan and book  
of reference of said Saint Antoine ward, as forming  
part of lot number five hundred and thirty (530),  
and bounded in front to the south east by Notre  
Dame street, on the north east side by the north east  
part of said lot number five hundred and thirty  
(530), on the south west side by lots numbers five  
hundred and twenty eight and five hundred and  
twenty-nine, of the said official plan—with the  
buildings thereon erected. Reserving from the lot  
herein seized the part of it which has been taken by  
the corporation of the city of Montreal, for the  
widening of Notre Dame street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **TWENTY-SIXTH** day of **M**AY next, at **TEN**  
o'clock in the forenoon. The said writ returnable  
on the tenth day of June 1897.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 17th March, 1897. 1232

[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **M**ISS FLORENTINE MO-  
No. 1509. } **Q**UIN, spinster, of the  
village of Laprairie, in the district of Montreal,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
**C**HARLES CÉRÉ, farmer, heretofore of the pa-  
rish of Saint Isidore, district of Montreal, and now  
trader, of the city and district of Montreal, Defen-  
dant.

Une certaine terre sise et située en la côte Saint-Simon, en la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, de la contenance de quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot No. deux cent quatre-vingt-quinze (295), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Isidore, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1897.  
[Première publication, 20 mars 1897.]

A certain land situate in Saint Simon hill, and being in the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, containing four arpents and a half in front by thirty arpents in depth, known and designated as being lot number two hundred and ninety-five (295), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of May next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Montreal, 17th March, 1897.  
[First published, 20th March, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME MARGUERITE LACOMBE, des cité et district de Montréal, veuve de Jean-Baptiste Charbonneau, en son vivant bourgeois, de Saint-Vincent de Paul, dit district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de AUGUSTIN ROBERT et DAME JULIE GRAVELLE, son épouse, tous deux de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, connu et désigné comme lot numéro trois cent trente-cinq (335), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, contenant deux arpents et demi de front sur trente-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et borné comme suit : en front par la rivière des Prairies, en arrière par les terres de la Côte Saint-François, d'un côté au nord-est par la terre de Joseph Charbonneau, et de l'autre côté au sud-ouest par celle de Toussaint Gravel—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le 29 mai prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1897.  
[Première publication, 20 mars 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARGUERITE LACOMBE, of the city and district of Montreal, widow of the late Jean Baptiste Charbonneau, in his lifetime gentleman, of Saint Vincent de Paul, said district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of AUGUSTIN ROBERT and DAME JULIE GRAVELLE, his wife, both of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, Defendants.

A lot situate and being in the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, known and designated as lot number three hundred and thirty-five (335), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Vincent de Paul, containing two arpents and a half in front by thirty-one arpents in depth, the whole more or less, and bounded as follows : in front by the river Des Prairies, in rear by the lands of the Côte Saint François, on one side to the north east by the land of Joseph Charbonneau, and on the other side to the south west by that of Toussaint Gravel—with a house, barn and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-ninth day of May next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Montreal, 17th March, 1897.  
[First published, 20th March, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS MASSON, l'un des sénateurs de la Puissance du Canada, EDMOND JULIEN BARBEAU, directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien, L'HONORABLE ALPHONSE DESJARDINS, avocat, tous trois de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, ALEXANDRE HENRI MASSON, gentilhomme, et JOSEPH LOUIS DE GONZAGUE MASSON, écuyer, médecin, tous deux de la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, agissant tous aux présentes en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires et fidéicommissaires des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de EDOUARD MARCIL ALIAS MARSILE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé en la cité de Montréal, portant le numéro sept cent cinquante-deux (No 752), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant quarante-huit pieds de large par cinquante et un pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Félix, en arrière par le lot numéro sept cent cinquante et un (No 751), du côté sud-est par le lot numéro sept cent cinquante-trois (No 753), et du côté nord-ouest par la

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE HONORABLE LOUIS MASSON, one of the senators of the Dominion of Canada, EDMOND JULIEN BARBEAU, director of the Crédit Foncier Franco-Canadien ; THE HONORABLE ALPHONSE DESJARDINS, advocate, all three of the city of Montreal, ALEXANDRE HENRI MASSON, gentleman, JOSEPH LOUIS DE GONZAGUE MASSON, esquire, physician, both of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, acting herein as sole testamentary executors and administrators in trust (*fidéicommissaires*) to the property of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of EDOUARD MARCIL ALIAS MARSILE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot situate and being in the city of Montreal, being number seven hundred and fifty-two (No. 752), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing forty-eight feet in width by fifty-one feet in depth ; bounded in front by Saint Félix street, in rear by lot number seven hundred and fifty-one (No. 751), on the south east side by lot number seven hundred and fifty-three (No. 753), and on the north west by School House

rue de l'École—avec une maison en bois et brique, et autres bâtisses dessus construites.

2° Un autre terrain sis et situé au même lieu, et portant le numéro sept cent cinquante-trois (No. 753), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant cinquante et un pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur; borné en front au sud-est par la rue Notre-Dame, en arrière par le lot numéro sept cent cinquante-deux (No. 752), et du côté sud-ouest par le numéro sept cent cinquante et un (No. 751), et du côté nord-est par la rue Saint-Félix—avec une maison en pierre et en brique sur le niveau de la rue Notre-Dame, et une autre maison en bois et brique sur le niveau de la rue Saint-Félix, et autres bâtisses dessus construites; à distraire néanmoins de ce terrain la lièze qui en a été détachée sur le front pour l'élargissement de la rue Notre-Dame.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, étant la plus grande partie nord-ouest du lot numéro sept cent cinquante quatre (No. 754), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant quarante neuf pieds de largeur en front et quarante-six pieds en arrière par soixante et seize pieds de profondeur; borné en front au sud-est par la rue Notre-Dame telle que dernièrement élargie, en arrière par le lot numéro sept cent cinquante-sept (No. 757), du côté nord-est par le lot numéro sept cent cinquante-cinq (No. 755), du dit plan officiel, et du côté sud-ouest par la rue Saint-Félix—sans bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatre juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 17 mars 1897. 1225  
[Première publication, 20 mars 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ALBERT AARON STAUN-  
No. 2169. } A TON, de la ville de West-  
mount, dans le district de Montréal, agent d'immeu-  
bles, Demandeur; contre les terres et tenements  
de FERDINAND LAVALLEE, des cité et district  
de Montréal, Défendeur.

Quatre lots de terre situés dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, faisant front sur la rue Hutchinson, et connus et désignés sous les numéros de subdivision vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit, du lot de subdivision numéro huit, du lot officiel numéro douze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendus lot par lot, dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mars prochain.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 janvier 1897. 355-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DELLE MARY A. BOU-  
No. 382. } DREAU, des cité et  
district de Montréal, fille majeure, Demanderesse;  
contre les terres et tenements de DAME AURE-  
LIA REBECCA McLAUGHLIN, épouse d'abord  
séparée de biens de Charles R. Scott, des cité et  
district de Montréal, agent d'annonces, et le dit  
Charles R. Scott afin d'autoriser et assister sa dite  
épouse. Défenderesse.

1° Un lot de terre sis et situé en la paroisse du Sault-au-Récollet; borné en front par la rue Saint-Denis, connu et désigné comme subdivision cent soixante et six (166), du lot numéro deux cent quarante-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la

street—with a wooden and brick house and out-buildings thereon erected.

2° Another lot situate and being at the same place, and being number seven hundred and fifty-three (No. 753), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing fifty-one feet in width by one hundred and nine feet in depth; bounded in front to the south east by Notre Dame street, in rear by lot number seven hundred and fifty-two (No. 752), and on the south west side by number seven hundred and fifty-one (No. 751), and on the north east side by Saint Félix street—with a stone and brick house on the alignment of Notre Dame street, and another house of wood and brick on the alignment of Saint Félix street, and outbuildings thereon erected. Reserving, however, from this lot the strip which has been taken off it in front for the widening of Notre Dame street.

3. Another lot of land situate and being at the same place, being the greater north west part of lot number seven hundred and fifty-four (No. 754), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing forty-nine feet in width in front and forty-six feet in rear, by seventy-six feet in depth; bounded in front to the south east by Notre Dame street such as lately widened, in rear by lot number seven hundred and fifty-seven (No. 757), on the north east side by lot number seven hundred and fifty-five (No. 755), of the said official plan, and on the south west side by Saint Félix street—without any buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 17th March, 1897. 1226  
[First published, 20th March, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ALBERT AARON STAUN-  
No. 2169. } A TON, of the town of West-  
mount, in the district of Montreal, real estate agent,  
Plaintiff; against the lands and tenements of FER-  
DINAND LAVALLEE, of the city and district of  
Montreal, Defendant.

Four lots of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, fronting on Hutchinson street, and known and designated by the subdivision numbers twenty-five, twenty-six, twenty-seven and twenty-eight, of lot subdivision number eight of lot official number twelve, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis.

To be sold lot by lot, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of March next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 19th January, 1897. 356  
[First published, 23rd January, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MISS MARY A. BOU-  
No. 382. } DREAU, of the city  
and district of Montreal, spinster of the full age of  
majority, Plaintiff; against the lands and tenements  
of DAME AURELIA REBECCA McLAUGHLIN,  
wife duly separated as to property of Charles R.  
Scott, of the city and district of Montreal, adver-  
tising agent, and the said Charles R. Scott to  
authorize and assist his said wife, Defendant.

1° A lot of land situate and being in the parish of Sault au Recollet; bounded in front by Saint Denis street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-six (166), of lot number two hundred and forty-seven, of the official plan and

dite paroisse du Sault-au-Récollet, et contenant cinquante pieds de front sur cent deux pieds de profondeur.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Saint-Denis, connu et désigné comme la moitié ouest de la subdivision cent soixante et cinq (165), du lot numéro deux cent quarante-sept (No. 247), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, et contenant vingt-cinq pieds de front sur cent deux pieds de profondeur, plus ou moins; borné comme suit: en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une partie du lot No. deux cent quarante-huit, du dit plan, d'un côté par le lot de subdivision cent soixante et six, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision cent soixante et cinq; les susdits deux lots de subdivision ne formant qu'une seule et même exploitation—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sault au-Récollet, le VINGT-SIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de mars prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 19 janvier 1897.

357-3

[Première publication, 23 janvier 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 41. } **AND MORTGAGE**  
**COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de RENE DOUCET, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé à la succession vacante de feu John Kennedy, en son vivant de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé sur l'avenue Hôtel de Ville, ci-devant rue German, dans les cité et district de Montréal, mesurant quarante pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de mars prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 19 janvier 1897.

353 3

[Première publication, 23 janvier 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **EPHREM TAILLEFER**,  
No. 1986. } **avocat**, des cité et district de Montréal, Demandeur par distraction de frais; contre les terres et tenements de MARIE LOUISE CREVIER, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Nestor Henri Thibault, commerçant, du même lieu, ayant fait affaires autrefois seule à Montréal, comme marchande publique, sous les nom et raison sociale de N. H. Thibault & Cie, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse; dans une certaine cause où Louis Noël et Mizaël Germain, tous deux ferblantiers-plombiers, de Montréal, et y faisant affaires comme tels ensemble sous les noms et raison sociale de "Noël & Germain", étaient demandeurs, et Marie Louise Crevier *et vir*, défendeurs.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-deux (No. 142/183), des plan et livre de

book of reference of the said parish of Sault au Recollet, and containing fifty feet in front by one hundred and two feet in depth.

2° Another lot of land situate and being at the same place; bounded in front by Saint Denis street, known and designated as the west half of subdivision one hundred and sixty-five (165), of lot number two hundred and forty-seven (No. 247), of the official plan and book of reference of the said parish of Sault au Recollet, and containing twenty-five feet in front by one hundred and two feet in depth, more or less, bounded as follows, in front by Saint Denis street, in rear by a part of lot number two hundred and forty-eight, of the said plan, on one side by subdivision lot one hundred and sixty-six, and on the other side by the residue of said subdivision lot one hundred and sixty-five; said two subdivision lots forming only one and the same plot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sault au Recollet, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of March next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 19th January, 1897.

358

[First published, 23rd January, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 41. } **AND MORTGAGE COM-**  
**PANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of RENE DOUCET, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator duly appointed to the vacant estate and succession of the late John Kennedy, in his lifetime of the said city of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate on the Hotel de Ville avenue formerly German street, in the city and district of Montreal, measuring forty feet in front by one hundred feet in depth, more or less, known and described on the official plan and book of reference for the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, under number four hundred and ninety-nine—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of March next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 19th January, 1897.

354

[First published, 23rd January, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **EPHREM TAILLEFER**,  
No. 1986. } **advocate**, of the city and district of Montreal, Plaintiff by distraction of costs; against the lands and tenements of MARIE LOUISE CREVIER, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Nestor Henri Thibault, trader, of the same place, having formerly carried on business alone at Montreal, as public trader, under the style and firm of N. H. Thibault & Co., and the latter in so far needed to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant in a certain cause wherein Louis Noël and Mizaël Germain, both tinsmiths and plumbers, of Montreal, and there carrying on business as such together under the style and firm of "Noël & Germain," were plaintiffs, and Marie-Louise Crevier *et vir*, were defendants.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, known and designated as number one hundred and eighty-three, of the official subdivision of lot number one hundred and forty-two (No. 142/183), on the official plan and book of

renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par une rue portant le numéro deux cent dix-neuf, de la subdivision officielle du dit lot numéro cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels susdits—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro cent soixante-dix-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-deux (142/179), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par une rue portant le numéro soixante et trois de la subdivision officielle du dit lot numéro cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels susdits, sans bâtisses.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro cent soixante-dix-huit, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-deux (142/178), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par une rue portant le numéro soixante et trois, de la subdivision officielle du dit lot numéro cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels susdits—sans bâtisses.

4° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro cent soixante-quinze, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-deux (142/175), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par une rue portant le numéro soixante et trois, de la subdivision officielle du dit lot numéro cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi susdits—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mars prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 20 janvier 1897. [Première publication, 23 janvier 1897.]

#### VENDITIONI EXPONAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JEAN LOUIS PELTIER, No. 900. } J commerçant, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de HENRY GAUTHIER, du même lieu, Défendeur.

Les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref, à savoir:

2° Deux lots de terre situés dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sous les numéros treize cent soixante-seize et treize cent quatre-vingt-neuf (1376 et 1389); bornés en front par la rue Poupart; les dits deux lots contigus et ne formant qu'une seule et même exploitation—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'avril prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 mars 1897. [Première publication, 13 mars 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME JANE ROBB, de No. 2256. } la cité de Montréal, veuve de feu James Virtue, en son vivant du même lieu, embouteilleur de bière, décédé, tant personnelle-

reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by a street bearing the number two hundred and nineteen, of the official subdivision of said lot number one hundred and forty-two, of the said official plan and book of reference—without any buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number one hundred and seventy-nine, of the official subdivision of lot number one hundred and forty-two (142/179), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by a street bearing the number sixty-three, of the official subdivision of the said lot number one hundred and forty-two, of the official plan and book of reference aforesaid—without buildings.

3° Another lot of land situate and being at the same place, known and designated as number one hundred and seventy-eight, of the official subdivision of lot number one hundred and forty-two (142/178), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by a street bearing the number sixty-three, of the official subdivision of said lot number one hundred and forty-two, of the said official plan and book of reference—without buildings.

4° Another lot of land situate and being at the same place, known and designated as number one hundred and seventy-five, of the official subdivision of lot number one hundred and forty-two (142/175), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by a street bearing the number sixty-three, of the official subdivision of said lot number one hundred and forty-two, of the said official plan and book of reference—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of March next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 20th January, 1897. [First published, 23rd January, 1897.]

#### VENDITIONI EXPONAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JEAN LOUIS PELTIER, No. 900. } J trader, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRY GAUTHIER, of the same place, Defendant.

The lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A to the writ annexed, to wit:

2. Two lots of land situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of said Saint Mary's ward, as numbers thirteen hundred and seventy-six and thirteen hundred and eighty-nine (1376 and 1389); bounded in front by Poupart street; said two lots being contiguous and forming only one and the same plot—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH instant, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of April next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th March, 1897. [First published, 13th March, 1897.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME JANE ROBB, of the No. 2256. } city of Montreal, widow of the late James Virtue, in his lifetime of the same place, beer bottler, deceased, as well personally as



Pour être vendus au bureau du shérif, dans la cité de Hull, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai 1897.

COUTLEE & WRIGHT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Cité de Hull, 8 mars 1897. 1187  
[Première publication, 20 mars 1897.]

To be sold at the sheriff's office, in the city of Hull, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of May, 1897.

COUTLEE & WRIGHT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
City of Hull, 8th March, 1897. 1188  
[First published, 20th March, 1897.]

Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**  
*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No. 428. } vs. MARY GEORGIANA  
WOOLSEY, de la cité de Québec, veuve de feu l'honorable Thomas McGreevy, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu l'honorable Thomas McGreevy, et aussi en sa qualité de curatrice à Thomas Clarence McGreevy, interdit, à savoir :

Le lot No. 2673 (deux mille six cent soixante et treize), du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un lot de terre sur la rue d'Auteuil—avec bâtisses.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Québec, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 4 mars 1897. 1017  
[Première publication, 6 mars 1897.]

**PLURIES FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET  
No. 2083. } PLACEMENTS DE QUEBEC, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de Québec; contre DAME ADELE BOIVIN, épouse contractuellement séparée de biens de Laurent Moisan, sculpteur, tous deux de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, et le dit Laurent Moisan mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No. 544 (cinq cent quarante-quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Arago—avec bâtisses.

2° Le lot No. 542 (cinq cent quarante-deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Arago—avec bâtisses; avec un engin de la manufacture Drolet, une bouilloire (chaudière à vapeur), une scie à ruban No. 3, de la maison de McGregor, de Galt, Ontario, un boss planer, de la maison Cowan, de Galt, une scie circulaire, un tour à bois, une scie à braquettes, un petit planer, les shafts, poulies, courroies et autres machineries qui se trouvent dans les dites bâtisses. Les dits deux lots pour être vendus en un seul et même lot. Et en conformité d'un jugement interlocutoire rendu en cette cause en date

Sheriff's Sales—Québec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**  
*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs.  
No. 428. } MARY GEORGIANA  
WOOLSEY, of the city of Québec, widow of the late Honorable Thomas McGreevy, in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the late Honorable Thomas McGreevy, as well as in her quality of curatrix to Thomas Clarence McGreevy, interdicted, to wit :

The lot No. 2673 (two thousand six hundred and seventy-three), of the official cadastre of Saint Louis ward, of the city of Québec, being a lot of ground on d'Auteuil street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 4th March, 1897. 1018  
[First published, 6th March, 1897.]

**PLURIES FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET  
No. 2083. } PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate having its place of business in the city of Québec, against DAME ADELE BOIVIN, wife separated by marriage contract as to property of Laurent Moisan, carver, both of the parish of Saint Sauveur de Québec, and the said Laurent Moisan *mis en cause* for the purpose of authorizing and assisting his said wife, to wit :

1° Lot No. 544 (five hundred and forty-four), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Arago street—with buildings.

2° Lot No. 542 (five hundred and forty-two), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Arago street—with buildings; together with an engine made by Drolet, a steam boiler, a No. 3 band saw made by McGregor, of Galt, Ontario, a boss planer made by Cowan, of Galt, a circular saw, a wood lathe, a bracket saw, a small planer with shafting, pulleys, belting and other machinery in the said buildings. The said two lots to be sold in one and single lot. And pursuant to an interlocutory judgment rendered in this cause, on the 17th of March, 1897, the said two lots will be sold subject to the

du 17 mars 1897, les dits deux immeubles seront vendus à la charge d'une rente annuelle et constituée de dix-neuf piastres à cinq pour cent par an au capital de trois cent quatre-vingts piastres, payable le vingt-neuf septembre à Gaspard Nicolas Boisseau et Roch Paschal Boisseau.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Québec, 11 février 1897. 691-2  
[Première publication, 13 février 1897.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } DAME CATHERINE MO-  
No. 1526. } RISSETTE, de Québec,  
épouse de George Costolow, du même lieu, entre-  
preneur menuisier, en sa qualité de curatrice ducement nommée en justice au dit George Costolow, interdit ; contre JEAN-BAPTISTE D'AIGLE, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, cultivateur, à savoir :

Le lot No. 111 (cent onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre situé à la onzième concession de Gaudarville—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Québec, 18 février 1897. 827-2  
[Première publication, 20 février 1897.]

**ALIAS FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } THEOPHILE BRUNET,  
No. 1574. } de la paroisse de Saint-  
Augustin, ancien cultivateur et rentier ; contre ZENOPHILE BRUNET, de la paroisse de Saint-Augustin, cultivateur, à savoir :

1° Le lot No. 307 (trois cent sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant une terre située au second rang—circonstances et dépendances.

2° La partie du lot No. 306 (trois cent six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au second rang, contenant un arpent et demi de front sur six arpents de profondeur, plus ou moins ; borné en front au sud par le lot No. 307 (trois cent sept), en arrière au nord par Félix East ou représentants, d'un côté au nord-est par François Couture ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest par Jacques Gaboury ou représentants—circonstances et dépendances.

3° Le lot No. 304 (trois cent quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le second rang—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Chacun des dits trois lots pour être vendus à la charge, suivant la réquisition du demandeur, des prestations contenues en sa faveur, dans l'acte de donation par lui consenti au défendeur le premier juillet 1880, devant D. Watters, notaire, savoir : à la charge par l'acquéreur de garder avec lui le dit Théophile Brunet, de la paroisse de Saint-Augustin, présent demandeur, de le loger, coucher, chauffer, éclairer et nourrir à sa table d'ordinaire, de l'entretenir de hardes et linge de corps, chaussures, coiffures, le blanchir et raccommoquer et en prendre soin tant en santé qu'en maladie et de le faire soigner au besoin par le médecin et de lui procurer tous les autres soins et secours dont il pourrait avoir besoin et qui seront au pouvoir de l'acquéreur de lui procurer suivant ses moyens et en outre de lui donner pendant sa vie durant, une somme de vingt-cinq piastres

charge of an annual and constituted rent of nineteen dollars at five per cent per annum on the capital of three hundred and eighty dollars, payable on the twenty-ninth of September to Gaspard Nicolas Boisseau and Roch Paschal Boisseau.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Quebec, 11th February, 1897. 692  
[First published, 13th February, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } DAME CATHERINE MO-  
No. 1526. } RISSETTE, of Quebec,  
wife of George Costolow, of the same place, joiner and contractor, in her capacity of tutrix duly appointed in law to the said George Costolow, interdicted ; against JEAN BAPTISTE D'AIGLE, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, farmer, to wit :

Lot No. 111 (one hundred and eleven), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of land situate in the eleventh concession of Gaudarville—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Quebec, 18th February, 1897. 828  
[First published, 20th February, 1897.]

**ALIAS FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } THEOPHILE BRUNET,  
No. 1574. } of the parish of Saint-  
Augustin, formerly farmer and rentier ; against ZENOPHILE BRUNET, of the parish of Saint-Augustin, farmer, to wit :

1. Lot No. 307 (three hundred and seven), of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a land situated in the second range—circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 306 (three hundred and six), of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a lot of land situate d in the second range, containing one arpent and a half in front by six arpents in depth, more or less ; bounded in front to the south by lot No. 307 (three hundred and seven), in rear to the north by Mr. Félix East or representatives, on one side to the north east by Mr. François Couture or representatives, and on the other side to the south west by Mr. Jacques Gaboury or representatives—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 304 (three hundred and four), of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a lot of land situated in the second range—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Each of the said three lots to be sold subject, according to the plaintiff's requisition, to the prestations in his favor contained in the deed of gift *inter vivos* by him to the defendant on the first of July, 1880, before D. Watters, notary, to wit : the purchaser shall keep with him the said Théophile Brunet, of the parish of Saint Augustin, the said plaintiff, shall lodge, bed, heat, light, feed him at his ordinary table, keep him in clothing, body linen, and foot wear, head wear, wash and mend his clothes, care for him in health and in sickness, provide him with medical attendance when necessary and procure him every other care and assistance he may need and which may be within the power of the purchaser according to his means and moreover during his lifetime to give him twenty-five dollars per annum and also a room to be selected by him in

tres chaque année et de plus une chambre à son choix dans la maison située sur le lot No. 304 (trois cent quatre), pour se retirer au besoin, avec les meubles nécessaires d'une chambre à coucher, aussi le droit de se servir d'un cheval à son besoin avec les voitures propres pour chaque saison excepté les saisons de labour, semailles et récoltes. Et arrivant le décès du dit Théophile Brunet, de le faire inhumer d'une manière convenable et de lui faire chanter un service sur corps présent le jour de son inhumation, et un service anniversaire et de lui faire dire cinquante messes basses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Augustin, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 18 février 1897. [Première publication, 20 février 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No. 1113. } L contre WILLIAM N. CAMPBELL, des cité et district de Québec, l'un des héritiers de feu William D. Campbell, à savoir :

Le lot No. 2170 (deux mille cent soixante et dix), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Pierre—avec bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour d'avril prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 18 février 1897. [Première publication, 20 février 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs.  
No. 2739. } L ONESIME SIMARD, des cité et district de Québec, commerçant, à savoir :

La juste moitié sud-ouest du lot No. 1404 (quatre cent quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Hermine—avec bâtisses. Sujet à une rente annuelle de trois piastres, payable le 29 juin, à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour d'avril prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 18 février 1897. [Première publication, 20 février 1897.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le

the house on lot No. 304 (three hundred and four), to which he may withdraw when necessary, with the furniture required for a bed-room, also the right to use a horse when necessary with the vehicles suitable for each season, except at ploughing, seeding and harvest times. And, at the death of the said Théophile Brunet, to have him buried in a suitable manner and have a service said for him over his body on the day of his burial, also an anniversary service and to have fifty low masses said for him.

To be sold at the parochial church door of Saint-Augustin, on the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON

Sheriff's Office, Québec, 18th February, 1897. [First published, 20th February, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 1113. } L against WILLIAM N. CAMPBELL, of the city and district of Québec, one of the heirs of the late William D. Campbell, to wit :

Lot No. 2170 (two thousand one hundred and seventy), of the official cadastre of Saint Peter's ward of the city of Québec, being a lot of land situate in Saint Peter street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of April next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 18th February, 1897. [First published, 20th February, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs.  
No. 2739. } L ONESIME SIMARD, of the city and district of Québec, trader, to wit :

The south west half of lot No. 1404 (fourteen hundred and four), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot of land situate in Hermine street—with buildings. Subject to the payment of an annual rent of three dollars payable on the 29th June to the community of *Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec*.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of April next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 18th February, 1897. [First published, 20th February, 1897.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be

jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **ISIDORE CARDIN**, Deman-  
No. 4056. } **deur ; contre WILFRID**  
**LOUIS MICHEL DESY**, Défendeur.

1° Un terrain situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, de la contenance de vingt-six pieds et demi de front sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, connu comme étant la partie nord-ouest du lot numéro six cent soixante et un (pt. No. 661), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel ; tenant devant à la rue du Roi, en profondeur au passage attenant le dit lot, d'un côté au No. 660, et d'autre côté à l'autre partie du dit lot No. 661—avec les bâtisses y érigées et droit de passage dans le passage susdit tant à pied qu'en voitures, et toutes autres dépendances.

2° Un terrain situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, contenant trente et un pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, de là prenant une largeur de trente-sept pieds et cinq pouces sur une profondeur additionnelle de cinquante deux pieds, renfermé dans les limites suivantes, savoir : tenant devant à la rue du Roi, en profondeur au lot No. 665, d'un côté au lot No. 664, et d'autre côté à autres parties des dits lots Nos. 663 et 662, le dit terrain connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel sous parties des dits lots numéros six cent soixante et trois (pt. No. 663) et six cent soixante et deux (pt. No. 662) et le bout du passage attenant le dit terrain—avec les bâtisses y érigées et tous autres droits de propriété et de servitude dans le résidu du dit passage jusqu'à la rue George, ce passage ayant dix pieds de largeur.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour du mois de mai prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 16 mars 1897. 1215  
[Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **PHILIPPE BEAUCHEMIN**,  
No. 20305. } **Demandeur ; vs. EPHREM**  
**PAQUETTE**, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Elphège, faisant partie autrefois de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le Gore de Wendover, sur la rivière Saint-François, étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-huit (No. 788), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Elphège, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour du mois de mars prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 18 janvier 1897. 397 3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **NARCISSE FRANCŒUR**,  
No. 20242. } **Demandeur ; FERDINA**  
**RAYMOND**, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Elphège, faisant partie autrefois de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, dans la troisième concession, étant le lot numéro neuf cent huit (No. 908), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre—avec les bâtisses dessus érigées.

filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **ISIDORE CARDIN**, Plaintiff ;  
No. 4056. } **against WILFRID LOUIS**  
**MICHEL DESY**, Defendant.

1. A lot situate in the city of Sorel, on King street, containing twenty-six and a half feet in front by ninety-two feet in depth, known as being the north west part of lot number six hundred and sixty one (No. 661), of the official plan and book of reference of the town of Sorel ; bounded in front by King street, in rear by the passage adjoining said lot, on one side by No. 660, and on the other side by the other part of said lot No. 661—with the buildings thereon erected and right of passage in the aforesaid passage either on foot or driving, and all other dependencies.

2. A lot situate in the city of Sorel, on King street, containing thirty-one feet in front by fifty feet in depth ; thence taking a width of thirty-seven feet five inches by an additional depth of fifty-two feet, comprised within the following limits, to wit : bounded in front by King street, in rear by lot No. 665, on one side by lot No. 664, and on the other side by other portions of said lots Nos. 663 and 662, said lot known on the official plan and book of reference of the town of Sorel, as parts of said lots numbers six hundred and sixty-three (pt. No. 663) and six hundred and sixty-two (pt. No. 662), and the end of the passage adjoining said lot—with the buildings thereon erected and all other rights of ownership and of servitude in the remainder of the said passage to George street, this passage being ten feet wide.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, the TWENTY-FIRST day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of the month of May next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 16th March, 1897. 1216  
[First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **PHILIPPE BEAUCHEMIN**,  
No. 20305. } **Plaintiff ; vs. EPHREM**  
**PAQUETTE**, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint-Elphège (formerly Saint Thomas de Pierreville), in the Gore of Wendover, on the river Saint Francis, being lot number seven hundred and eighty-eight (No. 788), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas de Pierreville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Elphège, on the TWENTY-FOURTH day of the month of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of the month of March next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 18th January, 1897. 398  
[First published, 23rd January, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **NARCISSE FRANCŒUR**,  
No. 20242. } **Plaintiff ; FERDINA**  
**RAYMOND**, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint-Elphège (formerly Saint Antoine de la Baie du Febvre), in the third concession, being lot number nine hundred and eight (No. 908) of the official cadastre of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Elphège, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour du mois d'avril prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 20 janvier 1897. 395-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

### Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **M. LAVOIE**, Demandeur ;  
No. 460. } **M. vs. DAVID TREMBLAY**, Défendeur, et A. Duchesne, adjudicataire, et Levite Tremblay, requérant, et D. Tremblay, tiers-saisi, et Levite Tremblay, contestant, et C. Angers, son procureur-distrayant, contre David Tremblay, à savoir :

Comme appartenant au dit David Tremblay :

1° Le lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée, située en la première concession Saint-Antoine—avec bâtisses sus-érigées.

2° Le lot numéro deux cent treize (213), susdit cadastre, situé en la seconde concession Saint-Antoine.

3° Les lots numéros deux cent vingt-un (221), et deux cent vingt-deux (222), du même cadastre, situés en la seconde concession Saint-Antoine. Ces deux derniers lots pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 15 mars 1897. 1197  
[Première publication, 20 mars 1897.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Elphège, on the TWENTY-FOURTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of the month of April next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 20th January, 1897. 396  
[First published, 23rd January, 1897.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **M. LAVOIE**, Plaintiff; vs.  
No. 460. } **M. DAVID TREMBLAY**, Defendant, and A. Duchesne, purchaser, and Levite Tremblay, petitioner, and D. Tremblay, garnishee, and Levite Tremblay, contesting party, and C. Angers, his attorney distracting, against David Tremblay, to wit :

As belonging to the said David Tremblay :

1. Lot number one hundred and ninety-seven (197), of the official cadastre for the parish of Saint Irénée, situate in the first concession Saint Antoine—with buildings thereon erected.

2. Lot number two hundred and thirteen (213), of the said cadastre, situate in the second concession Saint Antoine.

3° Lots numbers two hundred and twenty-one (221) and two hundred and twenty-two (222), of the same cadastre, situate in the second concession Saint Antoine. The two last lots to be sold in one and the same lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Irénée, the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable on the fifteenth day of June next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Malbaie, 15th March, 1897. 1198  
[First published, 20th March, 1897.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next

soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

**FIERI FACIAS.**

*Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir: } **DAVID WILLIAMS,**  
No 400. } de la ville de Saint-

Johnsbury, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, ingénieur civil. Demandeur; contre les terres et tenements de **EDSON A. HASELTINE**, du canton de Eaton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir:

Ces lots de terre sis et situés dans le canton de Eaton, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan officiel du cadastre et au livre de renvoi du dit canton, comme suit:

1<sup>o</sup> Lot numéro vingt-cinq C (No 25 C), dans le sixième rang, contenant soixante et dix acres et un tiers de terre en superficie, plus ou moins, et le lot numéro vingt-six B (No 26 B), dans le dit sixième rang, contenant cent deux acres et un tiers de terre en superficie, plus ou moins.

2<sup>o</sup> Les lots numéros vingt-huit A et vingt huit B (Nos 28 A et 28 B), sur le dit plan officiel du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Eaton, situés dans le huitième rang du dit canton, contenant chacun cinquante-quatre acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses érigées et améliorations faites sur les dits lots de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le VINGT-UNIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de juillet prochain.

**JOHN McINTOSH,**

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 17 mars 1897. [Première publication, 20 mars 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir: } **JOSEPH H. PAPI-**  
No. 346. } **NEAU,** du canton

de Stanstead, dans le district de Saint-François, forgeron, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME LAURETTE GAY**, du dit canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, veuve de feu Henry Carleton Bishop, en son vivant du même lieu, maintenant décédée, à savoir:

Ces étendues ou morceaux de terre situés dans le dit canton de Stanstead, plus particulièrement connus et désignés comme suit:

1<sup>o</sup> La partie ouest du lot numéro sept, dans le treizième rang des lots du dit canton de Stanstead; borné à l'ouest par la ligne du rang des lots, vers le nord et sud par les lignes de côté d'iceux, et vers l'est par le haut de la rive ouest de la rivière est ou ruisseau, suivant ses sinuosités, et supposé contenir cent soixante acres de terre en superficie, plus ou moins.

2<sup>o</sup> Une partie et morceau du lot numéro sept, dans le douzième rang des lots du dit canton de Stanstead, consistant en vingt-cinq acres de terre en superficie, à distraire du bout est et de toute la largeur du dit lot, sis et situé sur les côtés nord et sud du chemin public; borné à l'est par la terre en premier lieu ci-dessus décrite, et à l'ouest par la terre de F. W. Roy, et au nord et au sud par les lignes de côté du lot, tels que les dits deux morceaux de terre se poursuivent et comportent—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-SIXIEME jour de

preceding the day of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

*In the Superior Court—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit: } **DAVID WILLIAMS,** of  
No. 400. } the town of Saint

Johnsbury, in the State of Vermont, one of the United States of America, civil engineer, Plaintiff; against the lands and tenements of **EDSON A. HASELTINE**, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit:

Those certain lots of land situate and being in the township of Eaton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township, as follows:

1. The lot number twenty five C (No. 25 C), in the sixth range, containing seventy and one third acres of land in superficies, more or less, and the lot number twenty-six B (No. 26 B), in the said sixth range, containing one hundred and two and one third acres of land in superficies, more or less.

2. The lots numbers twenty-eight A and twenty-eight B (Nos. 28 A and 28 B), on the said official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, situate in the eighth range of the said township, containing each fifty-four acres of land in superficies, more or less—with all the buildings and improvements erected and made on the said lots of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille de Cookshire, in the town of Cookshire, on the TWENTY-FIRST day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

**JOHN McINTOSH,**

Sheriff's Office, Sherbrooke, 17th March, 1897. [First published, 20th March, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit: } **JOSEPH H. PAPI-**  
No. 346. } **NEAU,** of the township of

Stanstead, in the district of Saint Francis, blacksmith, Plaintiff; against the lands and tenements of **Dame LAURETTE GAY**, of the said township of Stanstead, in the district of Saint Francis, widow relict of the late Henry Carleton Bishop, in his lifetime of the same place, now deceased, to wit:

Those certain tracts or parcels of land situate in the said township of Stanstead, more particularly known and distinguished as follows:

1<sup>o</sup> The west portion of the lot number seven in the thirteenth range of lots in the said township of Stanstead; bounded towards the west by the range line of the lots, towards the north and south by the side lines thereof, and towards the east by the top of the west bank of the east gulf or brook, as it winds and turns, and supposed to contain one hundred and sixty acres of land in superficies, more or less.

2<sup>o</sup> A part and parcel of the lot number seven, in the twelfth range of lots in the said township of Stanstead, consisting of twenty-five acres of land in superficies, to be taken off of the east end and of the whole width of the said lot, and lying and being on the north and south sides of the highway; bounded easterly by the land firstly above described, and westerly by the land of F. W. Roy, and on the north and south by the side lines of the lot; as the said two parcels of land now are and extend—together with the buildings and improvements thereon erected and made, and the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Coeur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH

MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 19 janvier 1897. 349-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **D**ANS l'affaire de E. H. No. 288. } H. ARMITAGE,

de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, commerçant, Failli, et JOSEPH P. ROYER et ROBERT R. BURRAGE, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptables, curateurs conjoints dûment nommés et autorisés par la cour, conformément à l'article 772 du Code de procédure civile et ses amendements, aux biens du dit failli, à savoir :

1<sup>o</sup> Cette étendue ou ce morceau de terre et emplacement, formant partie du lot numéro seize, dans le quatorzième rang des lots du canton de Cleveland, contenant en front soixante et dix-huit pieds sur l'avenue Stanley et une largeur de cent quarante-cinq pieds sur le ruisseau Cushing, sur une profondeur de deux cents pieds, mieux connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cinquante quatre, sur un certain plan de la partie du dit lot numéro seize, fait par F. A. Cleveland, arpenteur provincial, le neuvième jour du mois d'octobre 1896 ; borné en front vers le sud par la dite avenue Stanley, en arrière vers le nord par le dit ruisseau Cushing, d'un côté vers l'est par le lot numéro cinquante-cinq, sur le dit plan, et de l'autre côté vers l'ouest par le lot numéro cinquante-trois, sur le dit plan—avec les bâtisses sus-érigées.

2<sup>o</sup> Cette étendue ou ce morceau de terre et emplacement, formant partie du dit lot numéro seize, dans le quatorzième rang des lots du canton de Cleveland, contenant en front soixante pieds sur l'avenue Stanley, sur une profondeur de cent pieds, mieux connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro six, sur le dit plan des lots à bâtir, fait par F. A. Cleveland ; borné en front vers le nord par la dite avenue Stanley, en arrière par la terre de David T. Armitage, d'un côté vers l'est par le lot à bâtir numéro sept, sur le dit plan, et de l'autre côté vers l'ouest par le lot à bâtir numéro cinq, sur le dit plan.

3<sup>o</sup> Cette étendue ou ce morceau de terre de forme triangulaire, formant partie du dit lot numéro seize, dans le quatorzième rang du canton de Cleveland, contenant en front environ six cent trente-cinq pieds sur l'avenue Stanley, la dite étendue de terre étant mieux connue et désignée comme étant les lots de subdivision numéros cinquante-huit (No. 58), cinquante-neuf (No. 59), soixante (No. 60), soixante et un (No. 61), soixante et deux (No. 62), soixante et trois (No. 63), soixante et quatre (No. 64), soixante et cinq (No. 65) et soixante et six (No. 66), sur le dit plan des lots à bâtir, fait par F. A. Cleveland, arpenteur provincial, et borné en front vers le sud par la dite avenue Stanley, d'un côté vers l'ouest par le lot à bâtir numéro cinquante-sept, sur le dit plan, et de l'autre côté vers le nord-est par le ruisseau Cushing ; réservant cependant le privilège d'eau joignant le lot de subdivision numéro cinquante-huit, en faveur de David T. Armitage.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sans délai.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 18 janvier 1897. 331-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 19th January, 1897. 350  
[First published, 23rd January, 1897.]

**CURATOR'S WARRANT.**

*Circuit Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **I**N the matter of E. H. No. 288. } H. ARMITAGE, of the town

of Richmond, in the district of Saint Francis, trader, Insolvent, and JOSEPH P. ROYER and ROBERT R. BURRAGE, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountants, joint curators duly appointed and authorized by the court, under article 772 of the code of civil procedure and amendments thereto, to the property of the said insolvent, to wit :

1<sup>o</sup> That certain tract or parcel of land and emplacement, forming part and portion of the lot number sixteen, in the fourteenth range of lots of the township of Cleveland, containing a frontage of seventy-eight feet on Stanley avenue, and a width of one hundred and forty-five feet on Cushing brook, by a depth of two hundred feet, better known and distinguished as being subdivision lot number fifty-four, on a certain plan of part of the said lot number sixteen, made by F. A. Cleveland, provincial land surveyor, on the ninth day of the month of October, 1896 ; bounded in front towards the south by said Stanley avenue, in rear towards the north by said Cushing brook, on one side towards the east by lot number fifty-five, on said plan, and on the other side towards the west by lot number fifty-three, on said plan—with the buildings thereon erected.

2<sup>o</sup> That certain tract or parcel of land and emplacement, forming part and portion of said lot number sixteen, in the fourteenth range of lots of the township of Cleveland, containing a frontage of sixty feet on Stanley avenue, by a depth of one hundred feet, better known and distinguished as being subdivision lot number six, on said plan of building lots made by F. A. Cleveland ; bounded in front towards the north by said Stanley avenue, in rear by the land of David T. Armitage, on one side towards the east by building lot number seven, on said plan, and on the other side towards the west by building lot number five, on said plan.

3<sup>o</sup> That certain tract or parcel of land of a triangular form, forming part and portion of said lot number sixteen, in the fourteenth range of the township of Cleveland, containing a frontage of about six hundred and thirty-five feet on Stanley avenue, said tract of land being better known and distinguished as being subdivision lots numbers fifty-eight (No. 58), fifty-nine (No. 59), sixty (No. 60), sixty-one (No. 61), sixty-two (No. 62), sixty-three (No. 63), sixty-four (No. 64), sixty-five (No. 65) and sixty-six (No. 66), on said plan of building lots made by F. A. Cleveland, provincial land surveyor, and bounded in front towards the south by said Stanley avenue, on one side towards the west by building lot number fifty-seven, on said plan, and on the remaining side towards the north east by Cushing brook ; reserving however the water privilege adjoining the subdivision lot number fifty-eight, in favor of David T. Armitage.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane of Richmond, in the town of Richmond, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said warrant returnable without delay.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 18th January, 1897. 332  
[First published, 23rd January, 1897.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*  
 Saint-François, à savoir : } **C**LEOPHAS JAC-  
 No. 288. } **Q**UES, du canton  
 de Garthby, dans le district de Saint-François, com-  
 merçant, Demandeur ; contre les terres et ténements de LOUIS DRAPEAU, FILS, ci-devant du  
 dit canton et maintenant absent de la province de  
 Québec, et résidant aux États Unis d'Amérique.  
 Défendeur, à savoir :

Le lot numéro quarante, du premier rang sud du  
 dit canton de Garthby, contenant cinquante acres  
 de terre en superficie, plus ou moins—avec les  
 bâtisses dessus construites ; borné aux deux bouts  
 par le cordon des rangs, d'un côté par le lot numéro  
 quarante et un, du même rang, et de l'autre côté  
 par le lot numéro trente-neuf, aussi du même rang.  
 Sauf et excepté la source d'eau située sur le dit lot  
 numéro quarante, cédé par acte enregistré le 7  
 juillet 1884, par le dit défendeur à Pierre Vachon,  
 avec le droit de poser des tuyaux sur le dit lot  
 numéro quarante, pour exploiter la dite source  
 d'eau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse  
 de Saint-Olivier de Garthby, le VINGT-SEP-  
 TIÈME jour de MARS prochain, à UNE heure de  
 l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cin-  
 quième jour de mai prochain.

JOHN McINTOSH, Shérif.  
 Bureau du Shérif, Sherbrooke, 20 janvier 1897. 401-3  
 [Première publication, 23 janvier 1897.]

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
 les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-  
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
 lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.  
 Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des  
 réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu  
 de mentionner dans son certificat, en vertu du  
 l'article 700 du code de procédure civile du Bas-  
 Canada sont par le présent requises de les faire  
 connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin  
 d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou  
 autres oppositions à la vente, excepté dans les cas  
 de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au  
 bureau du soussigné avant les quinze jours qui  
 précéderont immédiatement le jour de la vente ;  
 les oppositions afin de conserver peuvent être  
 déposées en aucun temps dans les six jours après le  
 rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe. } **N**ORMAN MASSE,  
 Demandeur ; contre } **H**ONORE BRODEUR,  
 No. 152. } Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-  
 Hilaire, premier rang, laquelle terre connue et dési-  
 gnée au plan et livre de renvoi officiels de la dite  
 paroisse Saint-Hilaire, sous les numéros cent cin-  
 quante-six et cent cinquante-sept (156-157), ne for-  
 mant qu'une seule exploitation.

2° Une autre terre située en la paroisse de Saint-  
 Mathias, premier rang, connue et désignée au  
 plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de  
 Saint-Mathias, sous les numéros trois, cinq et six  
 (3-5-6), ne formant qu'une seule exploitation—avec  
 bâtisses.

Pour être vendue, la terre sus en premier lieu  
 décrite, à la porte de l'église de la dite paroisse de  
 Saint-Hilaire, le VINGT-DEUXIÈME jour  
 d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi ;  
 et l'immeuble sus en second lieu décrit, à DEUX

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Saint Francis.*  
 Saint Francis, to wit : } **C**LEOPHAS JACQUES,  
 No. 288. } of the township Garthby,  
 in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ;  
 against the lauds and tenements of LOUIS DRA-  
 PEAU, JUNIOR, formerly of the said township and  
 now absent from the province of Quebec, and resid-  
 ing in the United States of America, Defendant, to  
 wit :

Lot number forty, of the first range south of the  
 said township of Garthby, containing fifty acres of  
 land in area, more or less—with the buildings there-  
 on erected ; bounded at both ends by the dividing  
 line of the ranges, on one side by lot number forty-  
 one, of the same range, and on the other side by lot  
 number thirty-nine, also of the same range. Saving  
 and excepting the spring of water situate on said  
 lot number forty, decded by act registered on the  
 7th of July, 1884, by the said defendant to Pierre  
 Vachon, with the right to lay down pipes on said  
 lot number forty, to utilize the said spring.

To be sold at the church door of the parish of  
 Saint Olivier de Garthby, on the TWENTY-  
 SEVENTH day of MARCH next, at ONE of the  
 clock in the afternoon. The said writ returnable  
 on the twenty-fifth day of May next.

JOHN McINTOSH, Sheriff.  
 Sheriff's Office, Sherbrooke, 20th January, 1897. 402  
 [First published, 23rd January, 1897.]

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
 been seized, and will be sold at the respective times  
 and places mentioned below. All persons having  
 claims on the same which the registrar in not bound  
 to include in his certificate, under article 700 of the  
 code of civil procedure of Lower Canada, are hereby  
 required to make them known according to law ;  
 all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in  
 case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed  
 with the undersigned, at his office, previous to the  
 fifteen days next preceding the day of sale ; oppo-  
 sitions *afin de conserver* may be filed at any time  
 within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe. } **N**ORMAN MASSE,  
 Plaintiff ; against } **H**ONORE BRODEUR,  
 No. 152. } Defendant, to wit :

1. A lot of land situated in the parish of Saint  
 Hilaire, first range, known and designated on the  
 the official plan and book of reference for said parish  
 of Saint Hilaire, under numbers one hundred and  
 fifty-six and one hundred and fifty-seven (156-157),  
 forming but one farm.

2. Another lot of land situated in the parish of  
 Saint Mathias, first range ; known and designated  
 on the official plan and book of reference for said  
 parish of Saint Mathias, under numbers three, five  
 and six (3-5-6), forming but one farm—with  
 buildings.

To be sold, lot firstly described, at the church  
 door of said parish of Saint Hilaire, the TWENTY-  
 SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in  
 the forenoon ; and lot secondly described, at the  
 church door of said parish of Saint Mathias, the

heures de l'après-midi du MEME JOUR. Bref rapportable le troisième jour d'avril prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 17 février 1897. 787-2  
[Première publication, 20 février 1897.]

SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon  
Writ returnable the thirtieth day of April next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinthe, 17th February, 1897. 788  
[First published, 20th February, 1897.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: ) REGIS THIBODEAU,  
No. 384. ) Demandeur; contre

EDOUARD DECHESNE ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Paulin, dans le canton de Hunterstown, dans le rang des Trembles, contenant environ cinquante-quatre acres de terre en superficie—avec maison et autres bâtisses y érigées, portant le numéro quinze (15), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton de Hunterstown, pour la dite paroisse de Saint-Paulin.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mars 1897. 1211  
[Première publication, 20 mars 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir: ) DAME FLOREN-  
No. 1736. ) TINE COTE, De-  
manderesse; contre GUSTAVE HOULD, Défendeur.

Une terre de forme irrégulière située partie sur le deuxième rang et partie sur le troisième rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, contenant environ soixante et neuf arpents en superficie; bornée au nord à Octave Lefebvre, au sud partie à Gédéon Brisson et partie au cordon du quatrième rang, au nord-est au dit G. Brisson et à Ludger Pepin, et au sud-ouest partie à Alphonse Pérusse et partie à Léger Dessureaux—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites; la dite terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, sous les numéros trois cent trente-trois, trois cent trente-quatre, trois cent trente-cinq, trois cent trente-six (333, 334, 335, 336), et comme faisant partie du numéro deux cent treize (213)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the issue which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: ) REGIS THIBODEAU,  
No. 384. ) Plaintiff; against

EDOUARD DECHESNE ET AL., Defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Paulin, in the township of Hunterstown, in the range *Des Trembles*, containing about fifty-four acres of land in superficies—with house and other buildings thereon erected, bearing the number fifteen (15), on the official plan and book of reference for the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the township of Hunterstown, for the said parish of Saint Paulin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paulin, on the TWENTY-FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th March, 1897. 1212  
[Première publication, 20 mars 1897.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Three Rivers, to wit: ) DAME FLORENTINE  
No. 1736. ) COTE, Plaintiff; against  
GUSTAVE HOULD, Defendant.

A land of irregular outline situate partly on the second range and partly on third range of the parish of Saint Pierre les Becquets, containing about sixty-nine arpents in area; bounded on the north by Octave Lefebvre, on the south partly by Gédéon Brisson, and partly by the division line of the fourth range, on the north east by the said G. Brisson and by Ludger Pepin, and on the south west partly by Alphonse Pérusse and partly by Léger Dessureaux—with a house, barn and outbuildings thereon erected; said land known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Pierre les Becquets, as numbers three hundred and thirty-three, three hundred and thirty-four, three hundred and thirty-five, three hundred and thirty-six (333, 334, 335, 336), and as forming part of lot number two hundred and thirteen (213)—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the

du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mars 1897. 1213  
[Première publication, 20 mars 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE VIC-  
No. 294. } TOIRE YALE, Dem-  
manderesse ; contre NARCISSE BLAIS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, concession nord-ouest de la Grande-Rivière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, sous le numéro sept cent soixante et dix-huit (778)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 19 janvier 1897. 351-3  
[Première publication, 23 janvier 1897.]

### Avis du Gouvernement

No 196-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

#### AVIS.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Vincent-d'Adamsville, comté de Brome, les lots Nos 1 à 10 inclusivement, des rangs II et III, du canton de East-Farnham, et les lots Nos 3 à 10 inclusivement, du rang IV, du dit canton.

Et détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier-de-Shefford, comté de Shefford, cinquante acres du lot No 2, cent acres du lot No. 3, tout le côté sud de la rivière des lots Nos 4, 5, 6 et 7, du rang V, du canton de East-Farnham.

Et ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Saint-François-Xavier-de-East-Farnham."

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897) 1243

### Avis Divers

Québec, 11 mars 1897.

Au secrétaire de la province,  
Québec,

Avis est donné qu'en vertu d'une résolution des actionnaires de la société de fabrication de beurre No. 1 de Charlesbourg, comté de Québec, adoptée unanimement le dix février dernier, il a été résolu de liquider et dissoudre la dite société. A la même assemblée le soussigné a été nommé liquidateur.

1247

C. N. HAMEL.

forenoon. The said writ returnable the twenty-fifth day of May next.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 17th March, 1897. 1214  
[First published, 20th March, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE VIC-  
No. 294. } TOIRE YALE,  
Plaintiff ; against NARCISSE BLAIS, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, north west concession of La Grande Rivière, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, as number seven hundred and seventy-eight (778)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of March next.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 19th January, 1897. 352  
[First published, 23rd January, 1897.]

### Government Notices

No. 196-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

#### NOTICE.

To detach from the school municipality of Saint-Vincent-d'Adamsville, county of Brome, lots Nos. 1 to 10 included, of ranges II and III, of the township of East Farnham, and lots Nos. 3 to 10 included, of range IV, of the said township.

And to detach of the school municipality of Saint François Xavier de Shefford, county of Shefford, fifty acres of lot No. 2, one hundred acres of lot No. 3, all the south side of the river of lots Nos. 4, 5, 6 and 7, of range V, of the township of East Farnham.

And to erect all this territory into a distinct school municipality, for catholics only, by the name of "Saint François Xavier de East Farnham."

This erection to take effect only on the 1st July next. (1897). 1244

### Miscellaneous Notices

Québec, 11th March, 1897.

To the provincial secretary,  
Québec.

Notice is given that in virtue of a resolution of the shareholders of *La Société de fabrication de beurre No. 1 de Charlesbourg*, county of Québec, passed unanimously on the 10th February last, it was decided to dissolve the said association. At the same meeting the undersigned was appointed liquidator.

1248

C. N. HAMEL.

## Avis de Faillites

Province du Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 Elzéar Richard, Demandeur ;

vs.  
 Joseph A. Rhéaume, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, Joseph A. Rhéaume, du canton d'Ascot, commerçant, défendeur, le 2e jour de mars 1897, a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, à Sherbrooke.

1195 JOHN LEONARD,  
 Procureur du demandeur.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 J. B. Beaudin, Demandeur ;

vs.  
 Sévère Beaudin, marchand, de Saint-Isidore de La-prairie, Défendeur-absent.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 13e jour de mars 1897, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 17 mars 1897. 1203

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de The Dominion Blanket and Fibre Co., Limited, En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividendes sur réclamations ordinaires a été préparé et sera sujet à objection au bureau du soussigné jusqu'à mardi, le 13e jour d'avril 1897, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,  
 Liquidateur.

Bank of Toronto Chambers,  
 rue Saint Jacques.  
 Montréal, 18 mars 1897. 1251

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Milville Bradeen Berry, manufacturier, de Saint-Ambroise, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le treizième jour de mars 1897, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

L. E. TASCHEREAU,  
 Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,  
 48, rue Saint-Pierre.  
 Québec, 16 mars 1897. 1199

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 Elzéar Richard, Plaintiff ;

vs.  
 Joseph A. Rhéaume, Defendant.

Notice is hereby given that, Joseph A. Rhéaume, of the township of Ascot, trader, defendant, has on the 2nd March, 1897, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of superior court for the district of Saint Francis, at Sherbrooke.

1196 JOHN LEONARD,  
 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 J. B. Beaudin, Plaintiff ;

vs.  
 Sévère Beaudin, merchant, of Saint Isidore de La-prairie, Defendant-absentee.

Notice is hereby given that, on the 13th day of March, 1897, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 17th March, 1897. 1204

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The Dominion Blanket and Fibre Co., Limited, In liquidation.

A first and final dividend sheet on ordinary claims has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Tuesday, the 13th day of April, 1897, after which dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,  
 Liquidator.

Bank of Toronto Chambers,  
 Saint James street.  
 Montreal, 18th March, 1897. 1252

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Milville Bradeen Berry, manufacturer, of Saint Ambroise, has, on the thirteenth day of March, 1897, made an abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Quebec.

L. E. TASCHEREAU,  
 Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,  
 48, Saint Peter street.  
 Quebec, 16th March, 1897. 1200

## Index de la Gazette Officielle de Quebec, No 12

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Saint-Bazile divers lots de Portneuf.....	786
<b>ANNONCEURS :</b>	
<i>Avis aux :</i>	
Concernant avis, etc.....	783
<b>BILLS PRIVÉS, P. F. :</b>	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Chambre des Communes.....	788
Sénat.....	788
Sénat et Chambre des Communes.....	787
<b>BILLS PRIVÉS, P. Q. :</b>	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Assemblée législative.....	790
Conseil législatif.....	789
<b>CERCLE AGRICOLE :</b>	
Saint-Pierre de la Rivière du Sud.....	786
<b>ERECTION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
<i>Demande d' :</i>	
Saint-Adolphe de Marbleton.....	786
Saint-François-Xavier de East Farnham..	822
<b>FAILLIS :</b>	
Beaudin.....	823
Berry.....	823
Chartrand.....	796
Cuddy.....	796
Gingras.....	796
Lévesque.....	796
Malette.....	795
Rhéaume.....	823
The Dominion Blanket & Fibre Co.....	823
<b>LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :</b>	
La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi....	793
The Wilson Co.....	792
<b>MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :</b>	
Par J. E. Valois, des minutes de J. A. A. Berthelot.....	787
<b>MUNICIPALITÉS :—Publication dans une seule langue,—demande de :</b>	
Saint-Maxime.....	786
<b>PROCLAMATIONS :</b>	
Convocation des Chambres.....	783
Emission des brefs d'élection.....	784
<b>RÈGLES DE COUR :</b>	
Dme O'Riley vs. Honsinger.....	797
Smillie vs. Ouimet.....	796

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Saint Bazile several lots of Portneuf.....	786
<b>ADVERTISERS :</b>	
<i>Notice to :</i>	
Respecting notices, &c.....	783
<b>PRIVATE BILLS, F. P. :</b>	
<i>Notice respecting the :</i>	
House of Commons.....	788
Senate.....	788
Senate and House of Commons.....	787
<b>PRIVATE BILLS, P. Q. :</b>	
<i>Respecting the :</i>	
Legislative Assembly.....	790
Legislative Council.....	789
<b>FARMERS' CLUB :</b>	
Saint Pierre de la Rivière du Sud.....	786
<b>MUNICIPALITY ERECTED :</b>	
<i>Application to :</i>	
Saint Adolphe de Marbleton.....	786
Saint François Xavier de East Farnham..	822
<b>INSOLVENTS :</b>	
Beaudin.....	823
Berry.....	823
Chartrand.....	796
Cuddy.....	796
Gingras.....	796
Lévesque.....	796
Malette.....	795
Rhéaume.....	823
The Dominion Blanket & Fibre Co.....	823
<b>LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :</b>	
La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi....	793
The Wilson Co.....	792
<b>MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :</b>	
By J. E. Valois, of the minutes of J. A. A. Berthelot.....	787
<b>MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application for :</b>	
Saint Maxime.....	786
<b>PROCLAMATIONS :</b>	
Parliament convoked.....	783
Writs issued for elections.....	784
<b>RULES OF COURT :</b>	
Dme O'Riley vs. Honsinger.....	797
Smillie vs. Ouimet.....	796

## SÉPARATION DE BIENS :

Dme Baillargeon vs. Lagie.....	794
Dme Blain vs. Geoffrion.....	793
Dme Brunet vs. Mitchell.....	793
Dme Bureau vs. Bail.....	794
Dme Demers vs. Lavallée.....	794
Dme Ducasse vs. Ouellette.....	794
Dme Fournier vs. Montchamp.....	795
Dme Guérard vs. Lachance.....	794
Dme Kimpton vs. Longpré.....	795
Dme Raymond vs. Prévost.....	793
Dme Tait vs. Gordon.....	795

## SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dme Bolduc vs. Gagnon.....	795
Dme Simard vs. Simard.....	794

## SOCIÉTÉ DISSOUE :

Société de fabrication de beurre No. 1 de Charlesbourg.....	822
The Central Agency.....	792

## TERRES DE LA COURONNE :

## Avis de cancellation, etc.:

Canton Adstock.....	785
Canton Cabano.....	787
Canton Cartier.....	785
Canton Causupscull.....	785
Canton Jersey.....	785
Canton Metabetchouan.....	787
Canton Normandin.....	785
Canton Pelletier.....	787
Canton Taillon.....	785
Hineks.....	785
Loranger.....	785
Masham.....	786

## VENTES PAR LES SHERIFS :

## ARTHABASKA :

Johnson vs. Picotin.....	797
--------------------------	-----

## BEAUCÉ :

Robinet vs. Gelley.....	798
-------------------------	-----

## BEDFORD :

Cie Massey Harris vs. Dme Fay et al.....	799
Hills vs. Allard.....	800
Tourigny vs. Beauregard.....	799

## CHICOUTIMI :

Du Tremblay vs. Lapointe.....	800
-------------------------------	-----

## GASPÉ :

Fruing & Cie vs. Dunn.....	801
----------------------------	-----

## IBERVILLE :

Coslett vs. Lamothe.....	802
Roy vs. Roy.....	802

## JOLIETTE :

Dorais vs. Ducharme.....	803
Robillard vs. Boisjoly.....	803

## KAMOURASKA :

Banque Jacques-Cartier vs. Boucher.....	805
Schmouth vs. Dionne.....	804
Taché vs. Levasseur.....	804

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baillargeon vs. Lagie.....	794
Dme Blain vs. Geoffrion.....	793
Dme Brunet vs. Mitchell.....	793
Dme Bureau vs. Bail.....	794
Dme Demers vs. Lavallée.....	794
Dme Ducasse vs. Ouellette.....	794
Dme Fournier vs. Montchamp.....	795
Dme Guérard vs. Lachance.....	794
Dme Kimpton vs. Longpré.....	795
Dme Raymond vs. Prévost.....	793
Dme Tait vs. Gordon.....	795

## SEPARATION FROM BED AND BOARD

Dme Bolduc vs. Gagnon.....	795
Dme Simard vs. Simard.....	794

## PARTNERSHIP DISSOLVED :

Société de fabrication de beurre No. 1 de Charlesbourg.....	822
The Central Agency.....	792

## CROWN LANDS :

## Notice of cancellation, etc.:

Township Adstock.....	785
Township Cabano.....	787
Township Cartier.....	785
Township Causupscull.....	785
Township Jersey.....	785
Township Metabetchouan.....	787
Township Normandin.....	785
Township Pelletier.....	787
Township Taillon.....	785
Hincks.....	785
Loranger.....	785
Masham.....	786

## SHERIFFS' SALES :

## ARTHABASKA :

Johnson vs. Picotin.....	797
--------------------------	-----

## BEAUCÉ :

Robinet vs. Gelley.....	798
-------------------------	-----

## BEDFORD :

Cie Massey Harris vs. Dme Fay et al.....	799
Hills vs. Allard.....	800
Tourigny vs. Beauregard.....	799

## CHICOUTIMI :

Du Tremblay vs. Lapointe.....	800
-------------------------------	-----

## GASPÉ :

Fruing & Co. vs. Dunn.....	801
----------------------------	-----

## IBERVILLE :

Coslett vs. Lamothe.....	802
Roy vs. Roy.....	802

## JOLIETTE :

Dorais vs. Ducharme.....	803
Robillard vs. Boisjoly.....	803

## KAMOURASKA :

Banque Jacques Cartier vs. Boucher.....	805
chmouth vs. Dionne.....	804
acné vs. Levasseur.....	804

## MONTMAGNY :

Blais vs. Coulombe..... 805

## MONTREAL :

Bruyère *et al* vs. Manseau..... 807  
 Delle Boudreau vs. Dme McLaughlin..... 809  
 Delle Moquin vs. Céré..... 807  
 Dme Lacombe vs. Robert..... 808  
 Dme Robb vs. Dansereau..... 811  
 Hon. Masson *et al* vs. Marsile..... 808  
 McLaurin vs. Giraldeau..... 807  
 Montreal Investment and Freehold Company vs. Murrison..... 806  
 Montreal Loan and Mortgage Company vs. Doucet..... 810  
 Peltier vs. Gauthier..... 811  
 Staunton vs. Lavallée..... 809  
 Taillefer vs. Dme Crevier..... 810

## OTTAWA :

Tassé vs. Gougeon..... 812

## QUÉBEC :

Brunet vs. Brunet..... 814  
 Cité de Québec vs. Campbell..... 815  
 Cité de Québec vs. Dme Woolsey..... 813  
 Cité de Québec vs. Simard..... 815  
 Dme Morissette vs. Daigle..... 814  
 Société de Prêts et Placements vs. Dme Boivin..... 813

## RICHELIEU :

Beauchemin vs. Paquette..... 816  
 Cardin vs. Désy..... 816  
 Francoeur vs. Raymond..... 816

## SAGUENAY :

Lavoie vs. Tremblay..... 817

## SAINT-FRANÇOIS :

Armitage, Failli..... 819  
 Jacques vs. Drapeau..... 820  
 Papineau vs. Dme Gay..... 818  
 Williams vs. Haseltine..... 818

## SAINT-HYACINTHE :

Massé vs. Brodeur..... 820

## TROIS-RIVIÈRES :

Dme Côté vs. Hould..... 821  
 Dme Yale vs. Blais..... 822  
 Thibodeau vs. Déchesne *et al*..... 821

## MONTMAGNY :

Blais vs. Coulombe..... 805

## MONTREAL :

Bruyère *et al* vs. Manseau..... 807  
 Delle Boudreau vs. Dme McLaughlin..... 809  
 Delle Moquin vs. Céré..... 807  
 Dme Lacombe vs. Robert..... 808  
 Dme Robb vs. Dansereau..... 811  
 Hon. Masson *et al* vs. Marsile..... 808  
 McLaurin vs. Giraldeau..... 807  
 Montreal Investment and Freehold Company vs. Murrison..... 806  
 Montreal Loan and Mortgage Company vs. Doucet..... 810  
 Peltier vs. Gauthier..... 811  
 Staunton vs. Lavallée..... 809  
 Taillefer vs. Dme Crevier..... 810

## OTTAWA :

Tassé vs. Gougeon..... 812

## QUÉBEC :

Brunet vs. Brunet..... 814  
 City of Quebec vs. Campbell..... 815  
 City of Quebec vs. Dme Woolsey..... 813  
 City of Quebec vs. Simard..... 815  
 Dme Morissette vs. Daigle..... 814  
 Société de Prêts et Placements vs. Dme Boivin..... 813

## RICHELIEU :

Beauchemin vs. Paquette..... 816  
 Cardin vs. Désy..... 816  
 Francoeur vs. Raymond..... 816

## SAGUENAY :

Lavoie vs. Tremblay..... 817

## SAINT FRANCIS :

Armitage, Insolvent..... 819  
 Jacques vs. Drapeau..... 820  
 Papineau vs. Dme Gay..... 818  
 Williams vs. Haseltine..... 818

## SAINT HYACINTHE :

Massé vs. Brodeur..... 820

## THREE RIVERS :

Dme Côté vs. Hould..... 821  
 Dme Yale vs. Blais..... 822  
 Thibodeau vs. Déchesne *et al*..... 821